

tribune socialiste

cadres : quel avenir

n° 752 — 4 F

DU 8 AU 14 SEPT. 1977

nouvelle édition

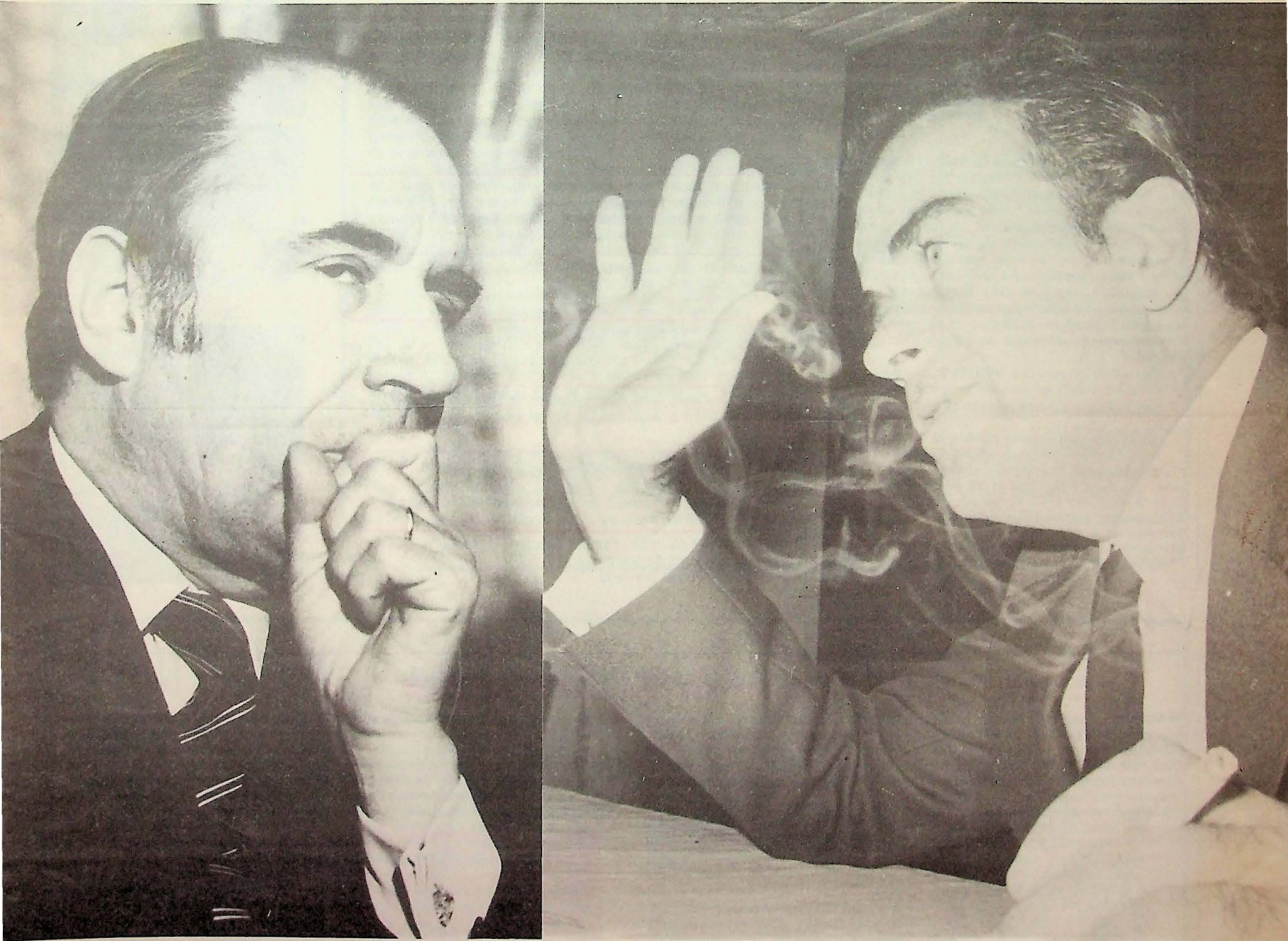
HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU



PC-PS

les raisons du face à face

Directeur politique :
Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Desliat.

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay

Collaborateurs permanents :
G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :
J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette Collaboration technique :
Max Pagis

Secrétariat - Documentation :
Marie-Françoise Chailleux

Promotion :
S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64
Administration et publicité : 566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :
Informatic Press. Tél. : 254-71-18, Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F pour six mois. Soutien : 200F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

PC-PS : Les raisons du face à face. *J. Sanchez* P. 4
Les limites d'une polémique. *F. Turquan* P. 5
Colloque Faire : Les Nantais contre les verts. *Claude Desliat* P. 6

Lutttes en classe

Réforme Haby : Quoi de nouveau ? *Geneviève Petiot* P. 7
Refusez le fichage scolaire. *C.-M. Vadrot* P. 7

La parole à

Pierre Vanlerenberghe : « Le culte du cadre s'écroule »
Propos recueillis par Yves Sparfel P. 8/9

Dossier

Corse : le compte à rebours. Interview exclusive de Lucien Alfonsi.
Propos recueillis par notre envoyé spécial Michel Etienne P. 10/11

Et pourtant elle tourne

XI^e Congrès du PC chinois : la bande des trois : « qui aura qui ? »
Victor Fay P. 12
Lybie : huit ans après. *J. Sanchez*

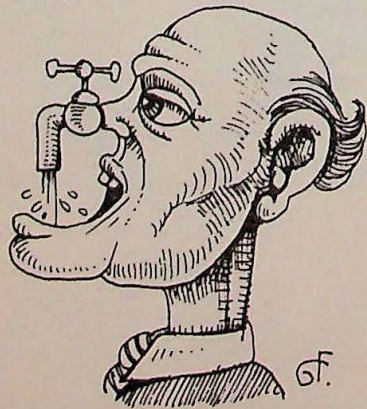
Les armes de la critique

Bunuel : Cet obscur objet du désir : l'amour obscène. *F. Gastellier* P. 14
Avignon : les mots-revolvers de Marc Favreau. *F. G.* P. 14
Science-fiction : socialisme et Barbarie P. 15



calendrier politique

● **Mercredi 7 et jeudi 8 septembre :** journées de travail organisées par le SNESup (centre universitaire Tolbiac, 90, rue Tolbiac, 75013 Paris). Ces deux journées concerneront l'enseignement supérieur français à l'étranger, le développement de la



coopération scientifique et technique et les problèmes posés par la situation des enseignants français en coopération à l'étranger.

● **7-10 septembre :** deuxième conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion (FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, métro Glacière).

● **Samedi 10 et dimanche 11 septembre :** fête de l'Humanité (La Courneuve). La fête « éclate » cette année : c'est la fête des régions de France : Ile-de-France, Nord, Ouest, Est, Midi.

● **11 septembre :** grande fête CFDT (Uis de Briey), dans le merveilleux parc de Puxe (près de Jarny), stands sur le nucléaire, la réforme Haby, la sidérurgie, la Sécurité sociale ; chansons et musique avec Régis Cunin, le groupe Imago et... dégustation de choucroute.

● **17 et 18 septembre :** grande fête écologique organisée par les Amis de la terre (Verreux-les-Sablons), 10 km de Fontainebleau sur la route de Sens). Débats, forums, films, bouffe, animation. Nombreux stands dont celui, notamment, du PSU Sud-

Seine-et-Marne. Tenue correcte non exigée.

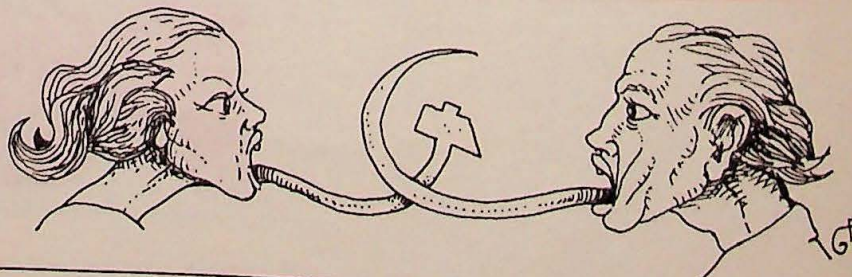
● **Samedi 8 octobre :** gigantesque fête organisée par la section du Havre du PSU (sous chapiteau géant, place Gambetta). Avec Henri

Tachan, Patrick Abrial, Toto Bis-sainthe (chanteuse des révoltes haïtiennes), Santhados, D. Dehayes et T. Karfrieden accompagnés par Amalgame. Débats (locaux, nationaux, internationaux) avec la présence de personnalités. ■

à nos correspondants :

Nos correspondants, tant à Paris qu'en province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubri-

que « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Tél. : 566-45-64.





PS-PS

100 raisons au face à face

en rupture de ban

L'accord passé entre la Société d'études des ouvriers de Palente et certains services industriels algériens a inspiré au *Quotidien de Paris* un commentaire qui choque d'autant plus qu'il n'est pas dans le ton habituel de ce journal. Qu'on en juge :

« L'Algérie vient de conclure un accord avec les Lip. Voilà qui ressemble fort à une ingérence dans les affaires intérieures françaises... »

C'est un peu comme si la France négociait avec Ben Bella le prix du pétrole algérien. Un tel accord n'aurait aucune valeur légale ou commerciale, ajoute le *Quotidien de Paris* qui dans le plus pur style répressif écrit encore : « il reste à savoir si l'étranger peut traiter avec des ouvriers en rupture de ban avec la société ».

Il reste à savoir à quelle source d'information Monsieur R.L. s'est adressé. ■

éditorial

où en est la gauche ?

CE titre qu'elle a donné à la double page consacrée aux propositions « d'actualisation » du PCF ainsi qu'aux refus et réticences du PS, *l'Humanité* en a-t-elle saisi toute l'ironie ?

Ce texte, tiré à six millions d'exemplaires, montre à l'évidence que la gauche en est à étaler ses contradictions et ses principaux partis à s'accuser réciproquement de suspicion injustifiée, de démagogie, de surenchère systématique, ou de vouloir poursuivre une politique d'austérité, voire de complaisance à l'égard des puissances d'argent.

En un sens, cette explication sur la place publique est salutaire. Tout le monde saura ce que nous étions à peu près les seuls à dire depuis la signature du Programme commun : à savoir que le compromis entre deux politiques différentes qu'il représentait passait sous silence des questions essentielles que seules une période d'euphorie économique intérieure et internationale permettrait de masquer. Seule une perspective de croissance forte dans la stabilité des prix rendrait possible la conciliation de positions fort opposées sur une série de problèmes essentiels. Cette perspective était déjà peu vraisemblable au moment où le Programme était signé ; mais dès l'instant où la crise s'installait, il devenait impossible d'en rester à des formules susceptibles de satisfaire à peu près toutes les catégories sociales.

Si le PCF a durci ses positions, à propos des nationalisations, comme à propos des salaires, de certaines mesures sociales et fiscales, c'est que, tant du point de vue de sa composition sociale que de sa compétition avec le PS, il ne pouvait apparaître comme un futur gérant de la crise. Du moins, il doit tout faire pour rejeter sur son partenaire la responsabilité de cette éventualité.

CAR c'est avant tout dans cette perspective qu'il faut se placer pour juger de la polémique actuelle. Nous sommes à quelques jours du « sommet » de la gauche. Nul ne peut dire avec certitude ce qu'il en résultera. Mais, en dépit de quelques

petites phrases menaçantes, ici ou là, un nouveau compromis est la solution la plus probable, car aucun des partenaires n'a vraiment intérêt à la rupture. Mais cette phase de la discussion aura bien montré la fragilité de l'accord.

Appelés en cas de victoire — et les dernières élections partielles confirment et même amplifient les résultats antérieurs —, à gouverner ensemble en situation de crise, les partis du Programme commun ne tarderont pas à diverger sur son application, plus gravement encore qu'ils ne divergent aujourd'hui sur son actualisation.

Mais il est dès à présent certain que d'autres facteurs interviendront. Il serait tout à fait erroné de réduire l'analyse et les perspectives politiques à l'affrontement actuel de ces partis. Déjà c'est d'ailleurs qu'ont été posées les questions les plus importantes, celles qui, demain, seront déterminantes.

AINSI l'intervention d'Edmond Maire a-t-elle montré que les véritables solutions n'étaient apportées ni par le PS ni par le PC, que des transformations beaucoup plus fondamentales dans l'organisation du travail et des rapports sociaux devaient être réalisées pour résoudre sérieusement des problèmes aussi actuels que ceux de l'emploi et des salaires par exemple. De même a-t-il mis en évidence le caractère inacceptable de la force de frappe. Il est vrai que contre le nucléaire militaire et civil des forces sans cesse plus importantes se mobilisent et leur protestation est largement partagée par les militants des partis de gauche.

Vivre, produire et travailler autrement, cette exigence que nous avons formulée est en réalité celle qui répond aux nécessités du développement social et aux aspirations des travailleurs.

Elle peut devenir le ciment d'une unité plus profonde et plus solide que celle dont la précarité vient d'être illustrée par les derniers avatars de la gauche du « Programme commun ».

Victor LEDUC ■

humeur : mettez vos casques !

Que les vaches, les chiens, les chèvres, les moutons, les aigles, les cigognes, les ânes, les chevaux, les tracteurs, les enfants, les trains, les bagnoles vertes, les amoureux les fesses dans l'herbe, les ramasseurs de champignons, les amateurs de framboises, les amoureux des arbres et des prés en après-midi d'automne ou ceux qui préfèrent les aubes de brouillards se planquent. Dans quelques jours la guerre sera déclarée.

Les journaux de France et surtout ceux de Navarre vont s'orner de photos triomphantes, de communiqués de victoires, de percées sur tous les fronts, d'avancées victorieuses, de blessures plus ou moins glorieuses. Dans quelques jours la guerre sera déclarée sur la majeure partie du territoire.

Tremblez familles, disparaissent promeneurs, baissez la tête et ne quittez plus les routes, les chasseurs français sont sur le sentier de la guerre. Plus de deux millions de chasseurs, le plus gros chiffre d'Europe, plus que tous les autres pays voisins réunis (1).

Les ivrognes, les violents, les fascistes qu'une arme fait bander, les maladroits, les dingues, les miros, les gens dont on ne voudrait même pas chez les flics pour tenir un P. 38, ceux qui confondent un chevreuil et un veau de six mois, ceux qui abattent un aigle ou une cigogne en expliquant qu'ils croyaient que c'était un canard sauvage, ceux qui, justement, prennent tous les enfants du bon dieu pour des canards sauvages, ceux qui en ont marre depuis des années de leur chef de bureau, tous ceux-là on leur donne l'autorisation de se balader en armes dans nos campagnes.

Entendez-vous, dans nos campagnes, mugir ces féroces soldats qui viennent, jusque dans nos bras, égorgés, nos fils et nos compagnes ?

J'exagère à peine : sous prétexte que la chasse a été libéralisée par la révolution de 1789, une minorité agissante d'individus se répandent chaque année dans les bois et les champs pour en faire leur domaine privé.

Tout cela pour tuer à bout portant des faisans, des lièvres et des sangliers que l'on vient de pousser à coups de pieds dans le cul hors des boîtes et des enclos où on les nourrissait.

Les paysans eux-mêmes doivent reculer devant cette horde de citadins armés jusqu'aux dents et tirant sur tout ce qui bouge, massacrant leurs chiens, plombant les fesses de leurs coréligionnaires.

Harnachés de cuir et de tissus camouflés, la trogne cramoisie, tendus vers le plantureux déjeuner qui les verra rivaliser de vantardises dans une auberge de campagne où s'exhale enfin un trop plein de phalocratie trop longtemps refoulée, les chasseurs vont prendre possession de la France pour quelques mois ; et comme d'habitude, notables et députés les caresseront dans le sens du poil pour leur jurer que rien ni personne ne s'attaquera à leurs droits de vie ou de mort. La droite le fera au nom de la sacro-sainte liberté et la gauche au nom des principes de 89 et de la démocratisation.

Une fois de plus, ils bouteront par leurs menaces et leurs érucations ceux qui veulent profiter autrement de la forêt. Et parmi ceux qui ne craindront pas cette armée à sa juste valeur, il y aura, comme chaque année, des victimes doublement innocentes.

Ce qui me console, je ne crains pas de le dire, c'est que, comme chaque année également, les chasseurs abattront une centaine d'entre eux et en blesseront plus d'un millier.

C.M. VADROT ■

(1) Chiffre trouvé, avec bien d'autres sujets de colère, dans un livre de Madeleine Lefrançais, *Contre la chasse*, à paraître dans quelques jours aux éditions Stock.

où va la France ?



Photo Maillac

PC-PS les raisons du face à face

Franchement : étaient-ils nombreux ceux qui, il y a quelques mois, pensaient que la « réactualisation » du Programme commun prêterait à autant de commentaires, susciterait entre partenaires autant de polémiques, déclencherait tant de passions, réveillerait tant de vieux démons — qu'on aurait pu croire enterrés —, débatterait sur la place publique tant de vraies raisons d'accuser de réels désaccords à tant d'autres, fausses, qui n'ajoutent qu'à la confusion ?

La vérité oblige à dire que, dès lors qu'on avait pris acte du caractère pour le moins désuet de certaines mesures du Programme commun, il devenait presque fatal qu'on en vint à reprendre « au fond » un débat que le compromis de 1972 avait fortement estompé. Pis : qu'il avait occulté. Car « le drame », en un sens, est là. Pour avoir fait du Programme commun je ne sais quelle potion magique, je ne sais quelle panacée ou encore ce « Sésame ouvre-toi » aux vertus d'ailleurs plutôt douteuses, les partis signataires du Programme commun suscitent aujourd'hui chez ceux-là même à qui il était sensé s'adresser quelque interrogation, voire quelque scepticisme.

Car enfin les choses en sont là qu'elles offrent le spectacle d'une gauche qui, feignant parfois de polémiquer sur des questions de fond — s'accusant tantôt de « surenchère », tantôt de « dérobade », c'est selon —, s'engage trop souvent sur le terrain factice, ou apparemment tel pour les non-initiés, de polémiques sans réelles perspectives. Entendons bien : rien n'est dû au hasard. Ni l'insistance un peu trop lourde, et parfois excessive, du Parti communiste, dès lors qu'il reproche au Parti socialiste

d'être « en retrait » par rapport au programme signé en 1972. Ni, surtout, la façon dont François Mitterrand, rompu depuis fort longtemps aux finesses rhétoriciennes qui ont fait les beaux jours de la III^e République, fait le dos rond et spéculé sur les retombées bénéfiques — pour lui —, procurées par la frayeur que les audaces de langage de Georges Marchais cause aux classes moyennes.

Or, force est de constater qu'en dépit, ou à cause, du ton polémique et inutilement sentencieux des débats qui ont présidé à l'actualisation du Programme commun, les partenaires qui signeront à n'en pas douter à la mi-septembre la nouvelle mouture du programme de législature accusent un certain nombre de divergences. Ce ne sont pas ces dernières, en soi, qui, tout compte fait, pourraient susciter l'étonnement. Mais l'art et la manière de les aborder. Tout se passe comme si l'on éludait, par crainte ou par incapacité, les vrais problèmes.

Le sommet de la gauche « unie », dans quelques jours, devra entériner néanmoins, « en l'état » pour le coup, les discussions menées tambour battant, y compris durant la pause de l'été. Le contentieux est sérieux. Mais tous les « dossiers » ne sont pas d'égale importance. Les vrais climats conjoncturels, on s'en doute, sur telle ou telle application d'un calendrier sur lequel il faudra de toute façon se mettre d'accord, que sur ce qui, eu égard à la nature et au passé respectifs des deux principaux partenaires, pourrait constituer, pour chacun d'entre-eux, des garanties quant à l'avenir. Quel qu'il soit. Le Parti communiste y songe, semble-t-il, lui.

José SANCHEZ

Le désarmement général, universel et contrôlé sera l'objectif principal du gouvernement. Celui-ci fondera pour la durée de la législature sa politique de Défense nationale et de désarmement sur les principes suivants :

a) Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française; reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique avec le souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés. En aucun cas, les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire.

b) Arrêt immédiat des expériences nucléaires et adhésion aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires.

c) Signature des traités internationaux conclus sur la limitation et l'interdiction de certains armements. Initiatives en faveur de l'extension de ces traités. Parti-



version 1972

version 1977

Un bon exemple de «réactualisation» du Programme commun.

1 MESURES SOCIALES ET FISCALITE

● SMIC

« Un premier pas peut être franchi tout de suite avec le SMIC à 2 200 F actuels » (*Humanité*, 5-09-77); ce qui, compte tenu de la hausse des prix d'ici à mars 78, porterait le salaire minimal à 2 400 F. La même revendication est avancée par les syndicats CGT et CFDT. Radicaux et socialistes proposent de différer la fixation du SMIC à 2 200 F à avril 78.

● Ecart hiérarchique des salaires.

Le PCF propose que ce dernier soit porté de 1 à 5 « au terme de la législation »; et ce, « dans le respect de la liberté de négociation contractuelle entre les employeurs et les organisations syndicales » (*Humanité*, 5-09-77). Le PS, tout en souhaitant un resserrement de l'éventail, suggère une

grille des salaires de 1 à 7. Les radicaux estiment que ce problème est du ressort de la négociation syndicale et ne souhaitent pas que le Programme commun avance de chiffres.

● Impôt sur les fortunes et sur le capital.

« Le PCF propose, dès 1978, un prélèvement supplémentaire sur les hauts revenus. La création d'un « impôt particulier sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs ». « Cet impôt, estime le PCF, pourrait rapporter 5 à 8 milliards de francs dès la première année ». Sur ce point, le PCF semble avoir fait quelques concessions au PS.

Par ailleurs, le PCF suggère la création d'un impôt sur le capital et propose un capital plancher de 2 millions de francs.

2 NATIONALISATIONS

Le Programme commun, dans sa version de 1972, prévoyait neuf nationalisations : Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc, ITT-France, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain Pont-à-Mousson, Compagnie générale d'électricité. Le Parti communiste propose d'ajouter aux précédentes la sidérurgie (Denain-Nord-Est-Longwy, Marine-Wendel, Empain-Schneider, Chiers-Châtillon), la Compagnie française des pétroles, pour lesquelles le texte de 1972 ne prévoyait que des « prises de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires », plus Peugeot-Citroën.

Par ailleurs, le PCF propose l'extension des nationalisations à toutes les entreprises dans lesquelles les groupes nationalisés détiennent plus de 50% des parts; autrement dit, au total, « 1 450 entreprises, toutes

identifiées, selon le PCF, soit moins de 1% du nombre total des entreprises en France » (*Humanité*, 5-09-77). Socialistes et radicaux s'opposent évidemment à ce qu'ils estiment être la « surenchère », voire le « juridisme » du PCF en la matière. Ils estiment qu'à prendre à la lettre les critères avancés par le PCF susceptibles de rendre une filiale nationalisable, le chiffre de 1 450, par une réaction en chaîne devrait être au moins multiplié par dix.

Les radicaux, déjà hostiles aux nationalisations « à la carte », viennent de réaffirmer leur position (*Le Matin*, 7-09-77). C'est dire qu'ils suggèrent les supprimer de la « petite phrase » du Programme commun qui précise que, « au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement ».

dant, l'arme nucléaire française sera maintenue « en état ». Enfin, en dernière instance, « la décision finale appartiendra aux Français ».

S'il semble que le PCF ait fait quelques concessions de forme par rapport au contenu du rapport de Jean Kanapa de mai dernier (*Humanité*, 12-05-77), on ne peut pas dire pour autant que le vague de certaines formules d'accord ait contribué à rapprocher les points de vue.

Le Parti socialiste doit arrêter ses positions en matière de défense lors de la réunion de la convention nationale du 11 décembre, c'est-à-dire après la signature du Programme commun.

les limites d'une polémique

L'âpreté de la polémique lancée par le PCF contre le Parti socialiste est assez surprenante. De nombreux désaccords existent entre les deux grands partis de l'Union de la gauche, tant sur la conception du passage au socialisme que sur les problèmes d'exercice du gouvernement. Ces désaccords se sont renforcés, au fur et à mesure que le PS en est venu à assouplir ses positions alors même que le PCF modifiait les siennes dans un sens contraire et sur des questions nullement négligeables. Il était donc nécessaire pour le PCF de s'opposer au glissement d'orientation du PS, à l'occasion de l'actualisation du Programme commun. Sur le fond, bon nombre de ses critiques visent juste, et mettent en évidence les graves ambiguïtés socialistes. Mais la manière dont le PCF les expose complique la situation.

La tactique adoptée par la direction communiste semble correspondre à trois objectifs. Le premier consiste à arracher le maximum de concessions à ses alliés avant une victoire électorale qui modifierait durablement le rapport de forces dans la coalition de l'Union de la gauche au profit du PS, aux niveaux parlementaire et surtout gouvernemental. Cette modification du rapport des forces se trouverait ainsi contrebalancée par les garanties obtenues en ce qui concerne le programme de gouvernement, dont le contenu bloquerait les tendances « modérantistes » des socialistes. Le deuxième est sans nul doute d'accentuer le contraste entre ces tendances modérantistes et la fermeté du PCF — d'où l'accent mis sur les mesures sociales —, pour permettre à celui-ci d'étendre son influence sur l'électorat populaire, y compris aux dépens du PS, et d'éviter ainsi un tassement électoral qui lui serait lourdement préjudiciable. Le troisième paraît être de permettre au PCF de s'appuyer, face aux tentations droitières et étroitement gestionnaires du PS, sur le courant politique et syndical extérieur à la coalition du Programme commun, c'est-à-dire au premier chef, la CFDT, ainsi que le PSU. Le PCF espère ainsi créer un contrepoids, sur le terrain extraparlémentaire, à l'hégémonie que ne manquera pas d'exercer le PS dans l'appareil gouvernemental. C'est pourquoi sans doute insiste-t-il particulièrement, dans sa polémique avec le PS, sur des points où existent des possibilités d'accord avec ce courant.

Si la recherche de ces objectifs est compréhensible, et ouvre même une perspective de convergence entre le PCF et le courant autogestionnaire sur des questions aussi importantes que la lutte contre la hiérarchie des salaires ou le contenu des nationalisations, le ton employé par le PCF, certains des terrains choisis pour le

développement du débat sont inquiétants.

L'atmosphère de tension et de hargne créée par la polémique actuelle n'est pas de nature à redonner confiance aux travailleurs. Par contre, elle permet à la droite de camoufler les désastres auxquels a conduit sa politique économique en glosant à l'infini sur les divisions de la gauche. L'absurdité de la politique de défense préconisée par le PCF s'oppose aux aspirations d'une fraction croissante de la classe ouvrière; elle constitue une régression par rapport au Programme commun; elle peut écarter du combat unitaire une partie du courant écologiste et antimilitariste. Ses conséquences budgétaires et financières sont contradictoires avec la politique économique que le PCF défend par ailleurs.

En tentant avec excès de prévenir un glissement à droite de la coalition d'Union de la gauche, le PCF ne peut que favoriser le développement d'un courant de méfiance à son égard au sein du PS et le renforcement de l'aile droitière de celui-ci. Quelle que soit leur véritable orientation, les dirigeants du PS ont beau jeu pour dénoncer les procès d'intention qui leur sont fait par leurs alliés, en utilisant le refus maladroit par le PCF d'une consultation démocratique sur la défense pour se poser, une fois de plus, comme les seuls vrais défenseurs de la démocratie et éluder en fait les questions posées.

Des calculs tactiques trop subtils se retournent souvent contre leurs auteurs. Les outrances polémiques ne sont pas de mise dans le cadre d'un véritable débat unitaire. Elles ne peuvent que démoraliser les travailleurs, alors que des discussions sereines et sans-détours leur permettraient de s'engager plus vigoureusement, sans illusions mais dans la clarté, contre l'ennemi commun.

François TURQUAN ■

3 DEFENSE

C'est sans doute le chapitre où s'accusent le plus les divergences entre le PCF et le PS. Les deux se sont ralliés à la force de frappe. De ce point de vue, par rapport au Programme commun de 1972, le revirement est total. Les deux partenaires sembleraient aujourd'hui s'accorder sur les points suivants: étant bien entendu que l'objectif final d'un gouvernement de gauche ne peut être que le désarmement, la gauche au pouvoir prendra toutes les initiatives susceptibles d'y parvenir. En atten-

le forum Faire

les Nantais contre les verts : match nul

« La gauche, l'expérimentation et le changement social » : ainsi s'intitulait le forum d'été organisé du 1^{er} au 4 septembre par la revue *Faire* (qu'anime Patrick Viveret) et le *Nouvel Observateur*. Il a réuni — au FIAP, puis au PLM Saint-Jacques — le Gotha de l'énarchie socialisante, de la sociologie de gauche, de l'écologie experte en marketing politique et d'un certain « gauchisme » reconnu (éventuellement malgré lui). Gotha auquel s'agrégèrent plus ou moins malaisément, quelques « expérimentateurs » sincères (animateurs de radio-pirates, de groupes de santé, de recherches pédagogiques sauvages, de coopératives ouvrières, de conseils de résidents...) et des syndicalistes un peu ébaubis de se retrouver en si beau linge, et si parisien.

Car ça usina, quatre jours durant, dans le gadget linguistique, la trouvaille langagière, la formule heureuse, le bon mot qui fait mouche et la petite phrase qu'on ressort ; les plus rafraîchissants, par leur simplicité en ce domaine, n'étant pas forcément les écolos. Une certitude : les deux prochains numéros du *Nouvel Obs* chargés de transmettre en différé le contenu des débats ne seront pas décevants !

Le tout s'orchestrera selon un crescendo qui conduisit des modestes ateliers où des expérimentateurs contèrent leurs actions, à des forums où des universitaires tirèrent la substantifique moëlle des précédents, jusqu'à la table ronde finale. Une table ronde où, malgré les vertus d'Alain Touraine et de Jean-Pierre Dupuy, seul Michel Rocard, d'ailleurs éblouissant (1), fit un numéro de vedette prési-

dentielle que même Mitterrand, pourtant expert, pourrait envier : apparition tardive (la petite enfance l'avait jusqu'alors retenu à Conflans-Ste-Honorine où on « expérimente » n'est-ce pas), hâtive (d'autres occupations le sollicitaient d'urgence), incisive, trop sans doute, puisque son intervention, style feuille-foudre posant éventuellement de vraies questions, cassait le débat (seul Alain Touraine persista...). Et le combat cessa faute de combattants.

les politiques, les expérimentateurs et les intellectuels

Le combat ? Pendant ces quatre jours il mit aux prises, dans le camp des « politiques », les Nantais et les Verts. Les Nantais ? Cadres du Parti socialiste, pour beaucoup transfuges du PSU et, sauf quelques cautions CERES (Guidoni, Christian Blanc) presque exclusivement animateurs du courant *Faire* (alias *courant Rocard* ou *courant des assises*) auxquels la percée municipale de mars dernier a autorisé une première apparition publique au congrès de Nantes du PS. Les Verts ? Vedettes de l'écologie coiffées de la casquette expérimentatrice, ce qui n'était évidemment rien à leur qualité de « politiques ». Entre ces deux composantes, un interminable dialogue de sourds attentifs à ne pas s'entendre, que n'arbitrèrent même pas les deux autres camps présents au forum : celui des « expérimentateurs » venus là, comme en une auberge espagnole, pour froter leurs expériences à celles des collègues ; celui des intellectuels-de-gauche-hors-parti venus jouer ici, selon leur tempérament, les mentors discrets (style Chombart de Lauwe) ou les prophètes inspirés (style Ivan Ilitch).

Les objectifs nantais ?

— A l'heure où le CERES bat de l'aile, s'affirmer comme la gauche d'un PS empatouillé dans un jeu politique classique, parlant un autre langage, moins étatiste, plus près du quotidien, plus « en recherche » aussi. Et pour

cela faire apparaître publiquement le fantôme courant des assises dont l'existence politique reste douteuse.

— Plus sérieusement, donner aux couches sociales très hétérogènes qui reconnaissent en Michel Rocard leur porte-parole la chance de se définir positivement : elles sont autogestionnaires et, désormais, expérimentatrices, alors qu'elles se contentaient jusqu'alors du titre négatif de « gauche non communiste ». Ce qui ne change rien à leur nature mais dynamise leur image.

— Recevoir des nouveaux mouvements de masse invités au forum la légitimité que confère automatiquement la parole, fut-elle oppositionnelle, de qui vous reconnaît comme interlocuteur valable. Une légitimité qui scintille de toute la modernité effervescente, insolente et parfois dérangeante du mouvement écolo.

forum-référendum

— Procéder enfin auprès de ces nouveaux mouvements de masse à une sorte de référendum sur ce qu'il faut penser et sur ce que la gauche institutionnelle parvenue au pouvoir va pouvoir faire de ces fameuses « expérimentations » :

● Peuvent-elles promouvoir un processus de changement social que l'appareil d'Etat, même transformé, restera, tout ankylosé qu'il est de lourdeurs bureaucratiques, incapable de mener ? Dans ce cas, il s'agira d'organiser, de canaliser leur développement, de les gérer au mieux pour éviter les dérapages irresponsables : d'où le thème de l'institutionnalisation nécessaire des expérimentations développé par Chapuis, Le Garrec, Guidoni notamment.

● Où ne sont-elles que de fragiles bulles expérimentales, nées des temps chauds de l'Histoire, vouées à la marginalité et, avec le retour des temps froids, au dépérissement ou à la dénaturation ? Dans cette hypothèse — celle sans doute à laquelle croit la majorité des Nantais ? — il suffira au futur pouvoir de gauche de concéder aux expérimentations sociales des espaces protégés sans réelle capacité subversive. A condition d'ailleurs qu'un certain consensus du corps social les autorise.

Démarche moins récupératrice peut-être qu'on ne l'a dit, plutôt consultative, intéressante en soi d'ailleurs. Gâchée quelque peu par certain paternalisme père-fouettard (Philippe Meyer, Michel Rocard aussi quoique plus habilement). Vouée à l'échec en tout cas : on ne peut à la fois jouer le parti de François Mitterrand et amadouer ses adversaires, accepter les logiques et les contraintes du jeu politique traditionnel et se faire entendre de ceux qui existent pour les bousculer.

forum-troc

Et les Verts, que venaient-ils faire en cette galère ?

— Monnayer bien sûr la réalité de leur poids électoral contre la légitimité que confère le dialogue avec des gens sérieux : pas si foutracs que ça, ces écologistes, puisque les très aus-

tères énarques du PS et les idéologues éclairés de l'Université de gauche tiennent à les rencontrer, à les interroger, à leur répondre. Leur problématique, leur vocabulaire ne sont plus seulement des gadgets décapants à usage journalistique : ils posent enfin, puisque Rocard l'a dit, des questions « sérieuses » à la gauche traditionnelle.

Démarche symétrique en somme de celle des socialistes : les uns avaient besoin d'emprunter aux paillettes des écologistes, les autres de se froter à l'esprit de sérieux des futurs détenteurs du pouvoir. Forum-troc.

laissez-nous vivre

— Tester aussi la sauce à laquelle ils seront, s'ils n'y prennent garde, mangés par la gauche au pouvoir : maintenant dans leur marginalité (d'ailleurs relative souvent), ou « récupérés » et pervertis comme l'a été, par exemple, le mouvement coopératif ? Unanime-ment sceptiques quant à la capacité d'un gouvernement de gauche à promouvoir un réel processus de changement social, ils ont avec virulence revendiqué un droit à l'existence, qui est droit à la différence, hors de tout chemin institutionnel, de tout interventionnisme des politiques. Au plus joueront-ils la carte de l'humanisme libéral que devrait permettre un régime social-démocrate dont ils attendent un climat plus permissif, un environnement moins hostile, quelques moyens d'action exempts de toute contrepartie.

Domage que leur discours soit souvent apparu plus comme une défense de leur autonomie individuelle, d'un droit à rester minoritaire, que comme une proclamation du droit à la subversion dans une perspective de changement social dont les « expérimentations » seraient le moteur. Sans parler de l'ambiguïté de certaines propositions (réhabilitation du travail à domicile...) dont la lecture passiste, voire réactionnaire, ne paraît pas impossible.

dommage !

Domage surtout que le discours des uns et des autres soit resté inaudible pour des ouvriers, des petits employés, voire même bien des intellectuels modestes. Ce n'était ni le propos des Nantais ni le souci des Verts ? Mais peut-être est-ce justement le problème essentiel du changement social. Non ?

Quant à la confrontation des deux démarches du changement — démarche étatiste de la gauche institutionnelle, démarche expérimentale (acceptons le mot fauté de mieux) — elle a tout bonnement été escamotée : par les Nantais qui n'entendaient pas assumer les logiques de la direction du PS ; par les Verts, campés sur leur refus total de toute instance politique.

Claude DESLHIAT

(1) Le BF des Yvelines est invité à lire la suite avant d'adresser au BN et à la rédaction la motion virulente que mérite ce coup de chapeau.



Photo Pascal Lebrun

luttons en classe

rentrée scolaire

réforme Haby : quoi de nouveau ?

Ils seront plusieurs millions dans quelques jours à prendre définitivement le chemin du retour des vacances. Pour 800 000 d'entre-eux, ceux qui entreront en sixième la semaine prochaine, et les centaines de millions d'autres qui s'apprêtent à entrer au cours préparatoire, la rentrée sera synonyme de mise en application de la réforme Haby.

● 11 juillet 1975 : adoption de la « loi relative à l'éducation », c'est-à-dire de la réforme Haby.

● 1975-77 : 7 décrets la complètent ; ils concernent le fonctionnement administratif de la réforme, et son application à l'enseignement privé.

● 1976 : mise en place du cadre administratif de la réforme dans les établissements d'enseignement.

● 1977 : début de l'application de la réforme Haby dans les écoles et collèges.

Quels seront donc les changements pour cette rentrée ?

Passons sur les modifications de sigles : le CET est rebaptisé « lycée d'enseignement professionnel » (on y préparera le CAP — en deux ans — et le BEPC : rien de changé !), et tous les anciens lycées classiques, modernes et techniques reçoivent la même étiquette de « lycées », où l'on préparera (en trois ans) baccalauréat ou brevet de technicien ; le terme de « lycée » uniformisé ayant, sans doute, vocation à masquer la diversification et la hiérarchie des formations.

Une des caractéristiques dans le fonctionnement des établissements : la présence des parents dans les éta-

blissements est généralisée. Présente institutionnalisée dans les « comités de parents » mis en place dans les écoles maternelles et primaires et formant, avec les « conseils des maîtres », les « conseils d'écoles ».

Dans les collèges et lycées, on réforme la participation des parents d'élèves : le conseil d'administration et la commission permanente cèdent la place à un « conseil d'établissement » plus restreint, qui désigne en son sein un « conseil de discipline ». Par classe, on distingue le « conseil des professeurs », qui se réunit tous les trimestres, et le « conseil de classe » qui regroupe les professeurs, deux délégués de parents et deux délégués d'élèves, les conseillers d'éducation et d'orientation, ainsi que le chef d'établissement qui le préside, le médecin scolaire, l'assistante sociale et l'infirmière.

On peut constater que le poids de l'administration et du corps enseignant pèsera lourd dans ces conseils, d'autant plus lourd que, dans le même temps, les chefs d'établissement voient augmenter leur pouvoir d'initiative, par exemple dans le domaine budgétaire, et leur pouvoir de déci-

sion, en particulier dans le domaine disciplinaire.

Dans le domaine pédagogique proprement dit, quelques caractéristiques valent aussi bien pour le 1^{er} degré que pour le 2^e.

Les programmes précisés pour le CP (le cours préparatoire) sont légèrement modifiés, puisque le CE (cours élémentaire) pourrait ne démarrer que dans le courant de la 2^e année, et que la réforme supprime les instructions de 1970 sur les maths modernes. L'horaire reste de 27 heures, avec modification de la répartition des matières, + 1/2 heure de rattrapage au plus par jour.

Les horaires de 6^e, eux, sont ramenés de 27 h 1/2 à 24 h, plus les heures de soutien (par ex. l'éducation physique et sportive passe de 5 h à 3 h). Des matières apparaissent : économie, initiation à la physique et à la chimie ; dans les autres, les programmes sont allégés.

Le rattrapage, individualisé, au CP, et le soutien, ou l'approfondissement en 6^e (ce sont les deux classes touchées directement cette année par l'application de la Réforme) sont décidés par les enseignants, en fonction des « problèmes », des « aptitudes » et des résultats des élèves. C'est pendant que certains seront « soutenus » que les autres « approfondiront », au collège, ou chez eux !

Dernières innovations, récentes : l'admission définitive au bac est acquise avec 10 de moyenne sans oral de rattrapage (au lieu de 12 actuellement), et le BEPC n'existe plus que pour les élèves non admis en 2^e.

Quelle peut bien être la signification de tant de « bouleversements » ?

On peut constater, aussi bien dans le texte officiel que dans les innombrables déclarations de Haby, la volonté tenace de masquer les profondes inégalités et injustices du système scolaire par un vocabulaire

« unitaire » et rassurant : lycée pour tous, plus de filières, rattrapage et soutien (et non redoublement). R. Haby revendique un « tronc commun » pour tous (le collège) ; mais la réforme prévoit pour les deux dernières années (4^e et 3^e) des options dont certaines à caractère professionnel, avec stages ; et la Loi Royer s'intègre, bien sûr, à cette réforme prétendument « démocratique » à la sortie de la 5^e, des classes préparatoires rattachées à un établissement de formation professionnelle accueilleront un certain nombre d'élèves « orientés ». Enfin, dès maintenant, Haby annonce (1) qu'il faut organiser en 1978 des structures d'accueil nouvelles pour les élèves qui à 13 ans n'auront pas terminé le 1^{er} degré, sans bien évidemment les appeler filières « type 3 »...

Le même effort de poudre aux yeux, semble-t-il, se lit dans la mise en place des différents conseils. Dans le même temps qu'on institutionnalise, en la limitant soigneusement, la présence des parents (en reconnaissant ainsi l'autorité des adultes sur les jeunes, et le refus de prendre en compte les travailleurs en tant que tels), on accroît le pouvoir des chefs d'établissement, et on reconnaît avoir considérablement accru le nombre des inspecteurs, tout en prévoyant une inspection régionale unifiée et une formation cloisonnée et hiérarchisée des maîtres. Démagogie bien grossière, faite avec de grosses ficelles d'un côté, reprise en main sérieuse et prolongée de l'autre : une nouvelle mouture du caporalisme à l'école ?

Geneviève PETIOT ■

(1) Le Monde de l'éducation, sept. 1977, pp. 9-11.

La semaine prochaine :

- le coût de la rentrée.
- les manuels scolaires en classe de sixième.

refusez le fichage scolaire !

Le fichage scolaire... vous n'en vouliez pas ? Et bien ce sera chose faite ou commencée à la rentrée. Le fichage avant la naissance vous gêne... et bien le fichier AUDASS (1) ou bien le projet GAMIN (2) s'en occupent sérieusement, depuis près de deux ans dans certains départements. Une inégalité qui ne durera pas longtemps puisque l'aide sociale, la justice, la police, les assistantes sociales, les toubibs fournissent aux ordinateurs de quoi mettre sur fiches toutes les naissances de chaque année. Encore un peu de patience et toutes les directions départementales d'action sanitaire et sociale, en parfaite collaboration avec les gens cités plus haut et les détenteurs du nouveau fichier Haby, seront à même de cracher en quelques secondes toutes les données de votre existence intra et post utérine.

Pour des directeurs d'école, de toutes façons, ce sera un papier de plus : un double supplémentaire à ceux qu'ils fournissent déjà trop souvent à la direction départementale, à la justice, etc., (voir plus haut). Cela s'appelle des fiches de comportement dans laquelle ils expliquent (rayer les mentions inutiles) si le gosse est querelleur, brutal, sociable, poli, menteur, obséquieux, sournois, influençable ou trop malin.

En clair cela signifie ceci : qu'un gosse, pour se faire quelques centimes d'argent de poche ou pour se marrer, resquille une fois dans le bus, le métro ou le train, et il éveillera la méfiance de ses bons anges gardiens, des années après la « Faute ».

Je ne délire pas : le fichier Haby ne se constitue qu'à partir de la rentrée, mais les deux autres sont déjà fort prospères. Et ils ne font que préparer le nouveau. Après la conception et la crèche subsistait une lacune inadmissible et angoissante pour le législateur. Que ceux qui ont eu des gosses récemment se souviennent : toutes ces feuilles que l'on détache périodiquement du carnet de santé de l'enfant, avec des tas de cases remplies et des « appréciations » du médecin, ou de l'assistante sociale ou de la directrice de

la crèche, à quoi croyez-vous que cela arrive ? En fiche !

Heureusement il y a des toubibs, des assistantes sociales qui mettent cela au panier. Mais il n'y en a pas assez. La plupart des parents ne savent jamais ce que l'agent contrôleur inscrit sur la feuille qui nourrit la fiche. Comme ces feuillets détachables sont joints à ceux qui réclament le service des Allocations familiales, la plupart des gens pensent « que c'est obligatoire ». En fait personne n'en sait rien. Et je veux vous dire qu'on ne va pas en prison quand on met cela au panier.

C'est là que je voulais en venir.

Tout cela s'ajoute au numéro d'identification nationale (numéro de sécu) que vous allez bientôt retrouver sur votre passeport et votre carte d'identité. Ce qui permettra au premier flic venu depuis le terminal installé sur sa voiture-pie d'en savoir pratiquement plus long que vous sur vos antécédents. Je ne délire toujours pas : c'était écrit dans un récent bulletin d'information de la Préfecture de police...

Donc, disais-je, cela fait beaucoup...

Alors le remède ? Il est d'une grande simplicité. Il faut refuser et balancer les demandes de machin et de truc au panier, mettre de faux numéros de ceci ou de cela quand on est « obligé ». Cela panique les machines, cela fout le bordel.

Faut s'opposer réellement à ce fichage. En disant *non*, y compris en disant *non* gentiment. Cela s'appelle aussi la désobéissance civile, une forme de non-violence singulièrement efficace.

C.-M. VADROT ■

(1) Automatisation des directions départementales d'action sanitaire et sociale.

(2) Gestion automatisée de médecine infantile.

la parole à

Sans vouloir faire « une petite phrase », Edmond Maire avait énoncé le point de vue de la CFDT sur la hiérarchie des salaires, dans une interview au *Monde* du 17 août 1977 : interdictions par le biais de la fiscalité de disposer de revenus supérieurs à dix fois le SMIC et réduction de la hiérarchie de 1 à 6, salaires hors conventions collectives compris. L'évocation de cette possibilité a fait frémir Yvan Charpentier, président de la CGC, qui dans de multiples déclarations (à la radio, à *France-Soir*) la qualifiait de « dictature du prolétariat », de « police des salaires ». Un débat à Antenne 2 laissait chacun sur ses positions. Le PCF et le PS, sollicités de participer au débat, ont rappelé leurs positions : retour de la hiérarchie de 1 à 5 pour le premier, réduction progressive des inégalités pour le second — qui reste, dans le flou. Pour faire le point sur la position CFDT, nous sommes allés interroger Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'Union confédérale des cadres CFDT.

T.S. : Ce débat sur le salaire des cadres est venu de manière inattendue à propos d'une interview d'Edmond-Maire. Ne vous a-t-il pas surpris ? Le fond de votre position n'a-t-il pas été escamoté à travers une bataille de chiffres ?

Pierre Vanlerenberghe : Nous savions que le débat serait relancé sur les problèmes de la hiérarchie des revenus et de la hiérarchie des salaires. Nous étions prêts : la plateforme élaborée par nos réunions fédérales et le conseil national de juin permet la prise en charge d'objectifs communs à l'ensemble des militants et adhérents de la CFDT pour les proposer aux travailleurs ; nous sommes en train de populariser cette plateforme ; la période était donc propice au débat.

Nos positions ont été déformées, notamment par Yvan Charpentier. Nous avons répondu. L'essentiel demeure la poursuite du débat dans les entreprises, en particulier avec les cadres.

T.S. : Sur quels thèmes ?

P.V. : Sur les positions que nous venons d'expliquer. Rappelons-en les grandes lignes. Si la CFDT se bat depuis de nombreuses années pour une réduction des inégalités de revenus et, dans ce cadre, pour un rétrécissement de l'éventail des salaires, ce n'est pas d'abord pour des exigences morales de justice, encore que le luxe ostentatoire des uns soit une insulte permanente à la misère

Anonyme, smicard, 2 200 F par mois.

des autres. C'est plus fondamentalement :

● pour permettre une réduction des distances sociales qui sont aujourd'hui des obstacles à la communication entre les groupes sociaux, et dans l'entreprise, une entrave à son bon fonctionnement et à l'instauration d'une vie plus démocratique ;

● pour réussir à réorienter le type de développement actuel et, dans l'immédiat, permettre la réduction du chômage par une relance de la consommation populaire qui ne soit pas génératrice d'inflation. Loin de nous l'idée de penser que ce n'est que par cette seule voie qu'on réduira l'inflation, mais c'en est une.

En ce qui concerne les salariés, il s'agit d'abord d'atteindre, progressivement mais rapidement, un objectif : une hiérarchie de 1 à 6 fois le salaire minimum, en réintégrant, dans les grilles de salaires négociées, les salaires réels des cadres dirigeants. Le minimum des grilles doit être égal ou supérieur au SMIC revendiqué — ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

T.S. : Par quels moyens ?

P.V. : Nous proposons essentiellement deux moyens :

● **Intervenir sur les salaires réels** par le maintien du pouvoir d'achat du salaire réel et une augmentation différenciée jusqu'à 6 fois le salaire minimum de la branche ou de l'entreprise. Au-delà, le salaire réel nominal ne suivra pas automatiquement le coût de la vie. Plusieurs systèmes techniques sont ici possibles, du rac-

cordement en sifflet jusqu'à 10 fois le SMIC, jusqu'au blocage du salaire au niveau atteint au moment de la mise en œuvre de cette politique. Il ne s'agit donc pas pour nous de réduire du jour au lendemain tout salaire supérieur à la valeur de 13 200 F par mois.

● **Restructurer les grilles de classification**, donc des salaires, pour atteindre cet objectif de 1 à 6, en élargissant les grilles intermédiaires, en revalorisant la grande majorité des classifications des salariés, y compris celles des cadres moyens. La réintégration progressive des cadres dirigeants ne contribuera en aucune façon à faire baisser la classification des cadres ; au contraire, c'est la distance entre le cadre et le cadre dirigeant qui sera réduite.

● **Enfin nous disons que notre politique sera négociée.** Contrairement à la fiscalité qui relève du gouvernement et du parlement, les politiques salariales relèvent de la libre négociation dans les branches et les entreprises. L'idée que nous avons avancée est que l'Etat incite les partenaires sociaux (lors d'une négociation nationale par exemple) à en faire un objectif prioritaire et qu'il soit suivi

d'effets, à commencer par les secteurs contrôlés qu'ils contrôlent. Il ne s'agit donc en aucune façon d'une nouvelle forme de « police des salaires ».

le cadre et le smicard

Nous demandons aujourd'hui aux partis politiques, en particulier ceux de gauche qui peuvent avoir à assumer le pouvoir demain, qu'ils fassent des propositions précises à des cadres qui hésitent à s'engager en leur faveur. Quand un cadre gagne 20 000 F par mois, il lui est difficile de comprendre ce que constitue la vie d'un smicard. Il est donc nécessaire qu'en même temps que la modification des rémunérations et des revenus s'instaure une dynamique sociale permettant à tous les travailleurs de se rencontrer.

Cette rencontre ne suffit pas. Il faudra aussi réorienter la croissance et le mode de développement actuel, supprimer les productions socialement inutiles. Nous ne l'obtiendrons pas par les mesures sur les salaires uniquement, mais aussi par un changement du système fiscal, c'est-à-

disparités de salaires selon

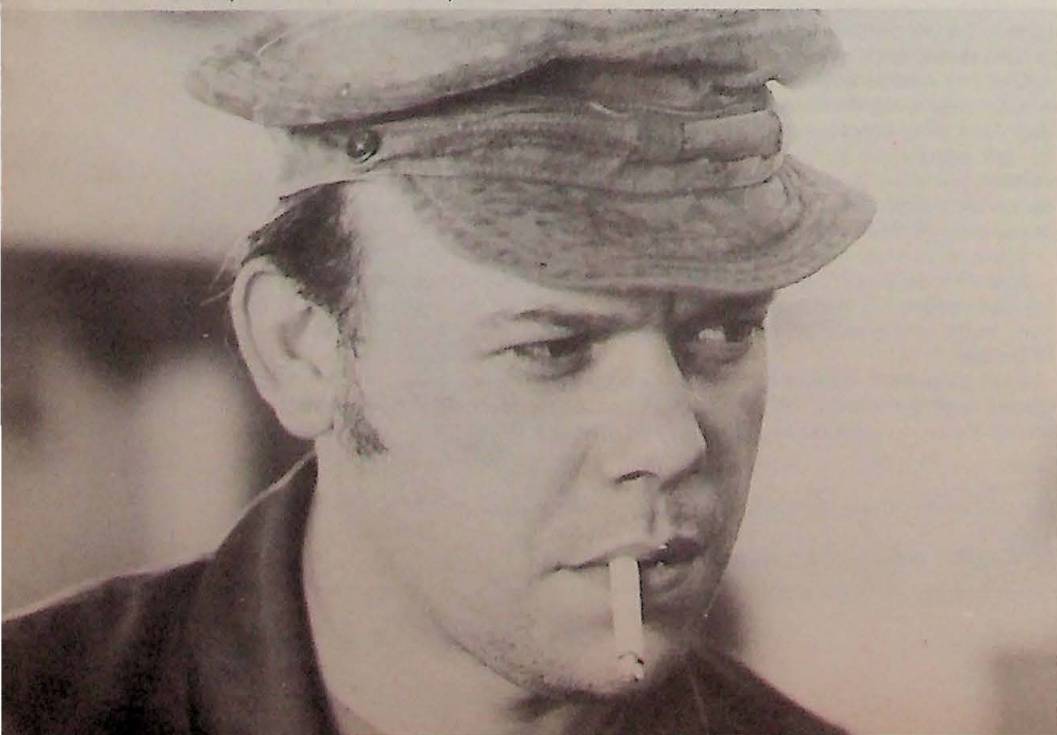
« La détermination des travailleurs » est liée à une réalité que masque souvent l'apparente unité de la revendication salariale : l'extraordinaire disparité des salaires, à qualification équivalente entre les régions, les industries, les entreprises, les ateliers d'un même établissement. Il est évident que la seule revalorisation des bas salaires avec strict maintien du pouvoir d'achat au-delà, ou la hausse de l'ensemble des salaires n'a pas la même signification dans des industries comme le textile, le bois, les industries alimentaires où les salaires sont en moyenne plus bas que dans les industries chimiques, les machines-outils ou les banques. Or, ce sont ces disparités qui détermineront la dynamique réelle de la revendication salariale (cf. Chili et Portugal). Quelle sera l'attitude du gouvernement et des syndicats face à des revendications de hausses de salaires d'ingénieurs du textile moins payés que ceux de la chimie ou d'ouvriers du Livre ou d'EDF dont les salaires sont supérieurs au salaire moyen d'un ouvrier professionnel ? Ce qui se jouera ici, ce n'est pas seulement la capacité de certaines catégories de travailleurs, soutenus ou non par leurs organisations syndicales, à faire valoir des revendications particulières indépen-

Si la gauche arrive au pouvoir d'achat de tous les salaires (à préserver, mais un réel resserrement opéré : tout cela semble désordonné) d'une telle politique dépendra que la gauche développera en faveur des cadres. Ils dépendront surtout de leur à faire aboutir leurs revendications ouvrières ne se sont à ce point essentiel pourtant sur lequel les textes publiés aux Editions PSU, Strasbourg 28-29-30 janvier 1977 (15°). Nous en citons un large

exemple d'une politique nationale, mais à travers ces revendications la nature des rapports entre catégories de travailleurs, rapports entre la classe ouvrière et la bourgeoisie technicienne (cadres, ingénieurs), mais aussi rapports au sein de la classe ouvrière, techniciens compris.

En définitive, les objectifs à poursuivre en matière salariale doivent être étroitement liés à ceux qui concernent la structuration actuelle de la classe ouvrière et à ses rapports avec la bourgeoisie technicienne. Dans cette perspective, les premiers objectifs doivent être les suivants :

- égalisation des salaires entre branches d'activité pour des catégories de travailleurs équivalentes : accession des femmes à tous les niveaux d'emplois



Culte du cadre s'écroule... »

dire par une réforme fiscale générale qui impose le capital et les grosses fortunes, qui s'attaque à la fraude de la majorité des non salariés et qui, à travers l'impôt sur les revenus des personnes physiques limite les revenus (tout compris) par individu à 10 fois le SMIC du moment. Ainsi pourra s'opérer une redistribution des revenus non génératrice d'inflation; ainsi pourront se financer, en partie, les mesures sociales que nous souhaitons.

Nous avons toujours revendiqué une meilleure connaissance des revenus; mais nous savons très bien que pour y parvenir, un contrôle mieux élaboré sera nécessaire et long à mettre en place (en dotant en particulier de moyens supérieurs le Centre d'études des revenus et des coûts). D'énormes inégalités sont masquées par le manque de clarté des revenus. Les pouvoirs publics devront intervenir pour changer cette situation.

T.S. : Mais ne craignez-vous pas de coaliser contre vous la CGC, le PCF, le PS, et les cadres de la CGT ?

P.V. : Nous avons récemment interrogé nos partenaires. Du côté

syndical, « hors union des forces populaires », la CGC se sent visée par notre projet. Nous lui répondons que la politique que nous proposons garantit le maintien du pouvoir d'achat et son évolution modulée pour 87 % des cadres supérieurs (au sens de l'INSEE ou de l'article 4 et 4 bis des caisses de retraite des cadres, et du cadre A de la Fonction publique). Elle permet même à la masse des cadres, dont le salaire oscille entre 6 000 et 8 000 F, de voir leur salaire augmenter et de voir leurs perspectives d'évolution de carrière maintenues.

Pour les 13 % qui restent (ou les 4 % si l'on se réfère aux quatre millions de cadres que retient la CGC), le salaire continuera à évoluer mais moins vite.

Aux critiques de Y. Charpentier, évoquant notamment le risque de « dictature du prolétariat », nous rappelons que 69 % des cadres se sont prononcés pour une réduction de l'éventail hiérarchique lors d'un sondage effectué il y a quelques mois...

En ce qui concerne le PCF, nous pensons qu'il doit être embarrassé, pris entre sa stratégie du 22^e congrès — celle de « l'union du peuple de

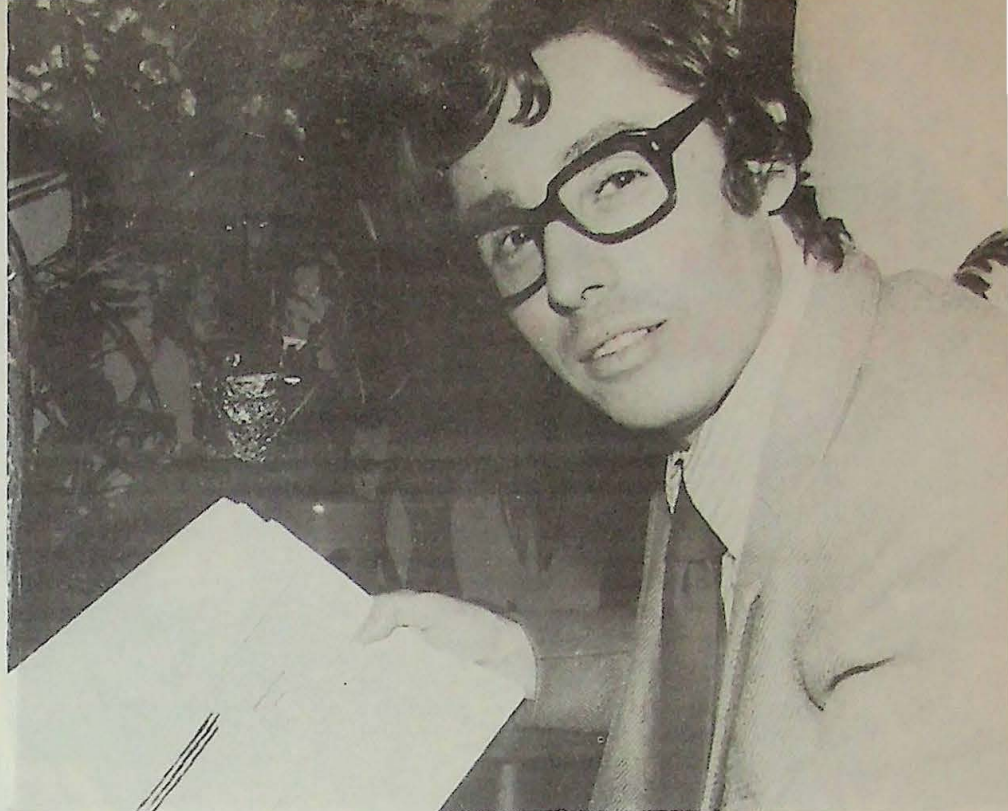


Photo AFP

M. Gérard Berton, des éditions Fayard : les cadres accepteront-ils de renoncer à leurs privilèges ?

France », qui va plus loin encore dans les alliances larges que celle de la « démocratie avancée », et son souci d'apparaître à tout prix comme le parti des ouvriers les plus défavorisés. Cela explique ses hésitations de langage; quant aux éclaircissements qu'il a apportés, ils sont encore insuffisants. La réduction de l'éventail hiérarchique de 1 à 5 semble exclure les cadres dirigeants qui ne dépendent pas des conventions collectives. L'évolution du PCF présente de l'intérêt, mais il faudra l'éclairer car elle apparaît surtout tactique avant la réactualisation définitive du Programme commun. Le PCF se proclame comme le parti de la classe ouvrière. Il est donc très sensible au thème des inégalités.

PS : un silence inquiétant

Pour le PS, nous sommes inquiets devant son silence, alors qu'il a mis la réduction des inégalités à son programme. Nous estimons qu'il doit répondre aux cadres en termes précis et chiffrés. Une absence de positions, la volonté de transiger, de ne pas dire la vérité, est grave. Ce n'est pas en restant dans le flou par crainte d'effaucher un électorat qu'on convaincra les hésitants.

CGT : en retrait du PCF

En ce qui concerne l'UGICT, l'union des cadres CGT, il faut noter une évolution, en particulier la reconnaissance de l'idée d'une augmentation différenciée, reprise en compte dans la nouvelle politique salariale de la Confédération. Mais si elle propose une autre hiérarchie, elle ne la précise jamais. Dans le débat qui vient d'avoir lieu tout se passe comme si, en renvoyant la question aux partis politiques, la CGT ne voulait pas définir une position. En attendant, René - Le Guen, secrétaire général de l'UGICT, dans une tribune libre du *Monde* (1^{er} septembre 1977) refuse toujours la fixation dans une convention collective, « d'un écart hiérarchique équitable entre le plus bas et le plus haut ». C'est en retrait par rapport à la position du PCF, *a fortiori* par rapport à la nôtre. Nous allons d'ailleurs les rencontrer pour en discuter.

Pour notre part nous avons défini nos positions. D'autres pas. Mais, dans les entreprises, nos propositions, la publicité qu'elles ont eu à travers la polémique avec Charpentier, marqueront, nous le pensons, des progrès importants.

T.S. : Y. Charpentier défend « les motivations » des cadres par un certain niveau salarial : il renvoie du même coup à l'utilisation de ce revenu, donc au « standing ». Comment amener les cadres à y renoncer ?

P.V. : Il y a, je crois, un début d'interrogation chez certains cadres. La « dérive catastrophique » de la société, comme la désignait Garaudy, les angoisse. On s'en aperçoit, ne serait-ce qu'à travers l'évolution de la publicité : il y a cinq ans, le « culte du cadre », ses modèles consommateurs, la déterminait. Ce mythe s'écroule peu à peu. Chez de jeunes cadres, d'autres modes de vie, d'autres comportements émergent, même si pour l'instant ils correspondent souvent à un repli sur soi, un retrait de l'entreprise.

un nouveau projet pour de nouvelles motivations

Nous pensons que d'autres « motivations » apparaissent. Un cadre cherche à résoudre d'autres besoins, des désirs autres que celui de « gagner sa croûte » : recherche pour améliorer les conditions de travail, souci de rigueur économique, aspiration à une vie plus collective... C'est une tendance « lourde » qui nous permet de leur proposer un nouveau projet. La poussée des luttes sociales y a contribué. Nous sommes dans une période où le souci de rapports plus égalitaires peut être développé. La remise en cause par les ouvriers des rapports hiérarchiques, des rapports d'autorité dans l'entreprise, a obligé les cadres à se poser le problème de leur évolution.

Yvan Charpentier crie casse-cou devant la possible perte de « motivation » des cadres, catastrophique pour le dynamisme de l'économie, et dresse l'épouvantail de la fonctionnarisation des cadres et de la fuite des cerveaux. Mais qui donc aujourd'hui favorise cette perte de motivation, ce retrait des cadres, que décrivent maints analystes ? Ce « malaise des cadres », c'est bien le type d'organisation actuelle de leur travail, la parcelisation des tâches et la dévalorisation de leur fonction, de leur métier, développées dans les entreprises par les directions qui en sont à l'origine.

Propos recueillis par Y. SPARFEL ■

les branches : que faire ?

le SMIC sera relevé, le pouvoir moins jusqu'à un certain niveau de la hiérarchie des salaires acquis. L'amplitude et le succès évident du type de rapports ouvriers, techniciens, ingénieurs de la détermination des travail- lations. Mais celle-ci ne variera à cette inconnue, les organisa- ur guère prononcées. Problème U a pris position lors du X^e con- Syros : X^e congrès national du 1977 - 9, rue Borromée, Paris- ait :

salaires correspondants ;

- réduction de l'écart hiérarchique entre les différentes catégories ouvrières et employées, et entre celles-ci et les catégories ingénieurs et cadres (d'autant plus nécessaire que cet écart réduit les possibilités de relèvement des bas salaires et entraîne une répercussion plus ou moins intégrale, en annulant partiellement les effets) ;

- parallèlement, engagement d'une réorganisation du travail tendant à mettre en cause la séparation des tâches et à supprimer les plus pénibles d'entre elles (ce qui suppose des normes d'investissement correspondant à cet objectif) ;

- unification vers le haut des conditions de travail pour une même profession et une même

branche (exemple : transports routiers et ferroviaires) ;

- tendance à dissocier le salaire reçu du type de travail concret effectué et notamment suppression du salaire au rendement et aux pièces pour aller dans le sens d'un même statut pour tous.

La réalisation d'objectifs qui supposent une modification importante des rapports actuels, si elle doit s'inscrire dans une politique d'ensemble, ne peut être imposée autoritairement. Un gouvernement de gauche devrait au contraire viser à ce qu'elle soit prise en charge par l'ensemble des travailleurs à travers une réflexion collective sur l'origine des disparités salariales, la base des écarts hiérarchiques et la nature des augmentations de salaires à définir par rapport à cela. Une telle réflexion ne peut rester enfermée dans le cadre de l'entreprise, mais doit être menée simultanément au niveau de la branche d'activité, d'une part, entre branches et à un niveau régional et national de l'autre. Les organisations syndicales ont évidemment une responsabilité dans l'organisation d'une telle réflexion et plus fondamentalement dans la définition d'objectifs susceptibles de dépasser les clivages et les divisions créées par le capitalisme et d'engager un processus d'unification. ■



Photo D.R.

EXCLUSIF

Corse : le compte à rebours

de notre envoyé spécial Michel ETIENNE

T.S. : Comment, après le drame d'Aléria, est née l'Union du peuple corse et sur quelles bases programmatiques ?

Lucien Alfonsi : Depuis Aléria, depuis la dissolution de l'ARC (1) le 27 août 1975, il existait un vide politique indiscutable et une sorte de confusion dans les rangs autonomistes. Il était patent que les structures de l'ex-ARC étaient dès alors défaillantes. Les responsables en étaient d'ailleurs parfaitement conscients. L'ARC était davantage un courant de pensée, avec à sa tête une équipe qui le canalisait et le dirigeait, qu'un mouvement structuré verticalement.

Pendant six mois donc, il y a eu un véritable vide politique ; même si le souffle a été maintenu grâce à la campagne d'explication menée par Max Siméoni au sujet du piège que nous tendit le gouvernement à Aléria (2).

L'APC (Association des patriotes corses) est née le 1^{er} février 1976 dans des conditions de succès qui nous ont nous-mêmes surpris : près de 4 000 personnes venues de tous les coins de Corse par un véritable jour de tempête, comme en connaît parfois l'île l'hiver, s'étaient rendues à Cateraggio pour fonder l'APC.

Mais l'APC n'était qu'un mouvement de transition destiné à assurer le combat antirépressif. Au retour d'Edmond Simeoni, il est apparu que cette période de transition était terminée. Lui-même n'était pas en mesure de reprendre le combat en tant que responsable puisqu'il est encore sous le régime de la liberté conditionnelle. Cependant il a le droit de s'exprimer, et c'est précisément ce que nous lui avons demandé de faire

Furiani : 14 août. En d'autres temps véritable temple du football de la Corse, le stade de Bastia accueille ce jour-là 10 à 15 000 personnes, venues des coins les plus reculés de l'île. Quand, dans la chaleur torride et accablante des deux chapiteaux dressés là pour la circonstance, le docteur Edmond Simeoni pénètre, à 16 h 30 précises, dans le sanctuaire, c'est le délire. On applaudit à tout rompre, et on chante. L'hymne « U Columbo ». Et puis on écoute, deux heures durant, le leader autonomiste dresser impitoyablement le bilan de la politique de l'Etat français. Rien ne va plus dans « l'île de beauté ». L'UPC (Union du peuple corse) explique pourquoi. Les moyens nouveaux qu'elle se donne aussi pour résoudre une situation jamais débloquée, toujours incertaine, incontestablement explosive. Aujourd'hui, Lucien Alfonsi, porte-parole de l'UPC, dans une interview exclusive à *Tribune socialiste*, répond aux questions de notre envoyé spécial Michel Etienne.

à plusieurs reprises depuis qu'il est sorti de prison. C'est le 17 juillet dernier, à l'occasion de la dernière assemblée générale des militants de l'APC que fut créée la nouvelle organisation. Il fut décidé qu'elle s'appellerait *Unione di u populu corsu*.

T.S. : Edmond Siméoni et vous-même avez à Furiani présenté l'UPC comme un noyau de militants durs de 1 500 personnes au maximum. Comment est organisée l'UPC et comment fonctionne-t-elle ?

L.A. : De la masse sympathisante qui comprend plusieurs milliers de personnes, la nouvelle organisation a extrait un noyau de militants très expérimentés, très disponibles et suffisamment éclairés politiquement pour constituer la véritable armature militante du mouvement ; il est vrai que le nombre de ces militants a été fixé à 1 500.

T.S. : L'UPC constitue donc une sorte d'avant-garde ?

L.A. : Si vous voulez.
T.S. : Mais comment sont recrutés les militants ?

L.A. : Sur demandes d'adhésions étudiées par les instances régionales du mouvement. Puis la commission de l'intérieur prend une décision définitive. Le plus souvent, elle entérine d'ailleurs les propositions des instances régionales. Voilà pour les adhésions.

Quant à l'organisation proprement dite, les militants désignent d'abord leurs instances régionales qui avec le bureau politique constituent le comité central (150 membres, environ) les militants élisent également les membres du bureau politique (21) qui est l'exécutif du mouvement. C'est par le bureau politique que sont désignés, sur proposition des régions (neuf, plus « la diaspora ») les responsables des quatre grandes commissions permanentes : Intérieur et finances, Politique et information, Culture et jeunesse, Affaires économiques et

sociales. C'est enfin l'assemblée générale des militants du 17 juillet qui a élu son premier bureau politique.

T.S. : Quels sont les objectifs essentiels de l'UPC ?

L.A. : Ils sont schématiquement au nombre de trois, comme Edmond Simeoni l'a rappelé à Furiani.

● **Premier objectif :** le recensement du peuple corse. L'Etat, c'est évident, nie l'existence de notre peuple ; c'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'engager des opérations de recensement qualitatif et quantitatif du peuple corse, afin de concrétiser son existence. Nous donnerons à tous ceux qui le désirent une attestation d'identité corse. Cette attestation n'a rien à voir avec un document officiel, une « carte nationale d'identité corse », comme l'a affirmé sans doute par erreur le garde des Sceaux, A. Peyrefitte.

● **Deuxième objectif :** l'élaboration d'un projet de statut constitutionnel accordant l'autonomie interne à la Corse. L'autonomie interne est une solution parfaitement constitutionnelle. Elle suppose deux domaines distincts : celui de l'Etat souverain d'abord, c'est-à-dire la défense, les affaires étrangères et la monnaie ; celui de la Corse autonome ensuite, c'est-à-dire l'économie dans son ensemble (l'agriculture, tourisme, artisanat, transports, etc.), le foncier (défense du patrimoine foncier sous tous ses aspects), la culture (défense de la langue et du patrimoine artistique et littéraire), la formation des hommes, la défense du cadre de vie, etc.

Dans son domaine propre, la Corse autonome s'exprimerait par l'inter-

médiaire d'une assemblée élue démocratiquement au suffrage universel direct et elle pourrait modifier ou remplacer les lois du droit commun français quand cela serait nécessaire au salut du peuple. Ce pouvoir législatif, doublé d'un pouvoir exécutif issu lui aussi de la volonté populaire, ne pourrait être mis en cause par l'Etat souverain que s'il mettait en danger le principe même de sa souveraineté.

● **Enfin troisième objectif** : briser le mur du silence construit par l'Etat devant nos problèmes par le recours à l'opinion publique internationale. Si la gauche, accédant au pouvoir en 1978, devait considérer le problème corse comme un problème banal, mineur, de droit commun en n'appelant que des réformes sectorielles inévitablement insuffisantes, le risque d'internationalisation du conflit serait grand.

lettre à VGE « Nous attendons sa réponse »

T.S. : Le rassemblement du 14 août et l'intervention d'Edmond Simeoni ont provoqué de vives réactions des pouvoirs publics mais aussi des élus corses. Du côté de l'Etat français d'abord, la réaction de R. Barre, de V. Giscard d'Estaing, puis du garde des Sceaux, A. Peyrefitte, vont dans le sens d'une plus grande fermeté à votre endroit, même si le président de la République a déclaré qu'il se rendrait en « Corse le moment venu », afin d'y examiner avec les élus et les habitants la solution de leurs difficultés « dans un climat débarrassé des médiocres aventures et conforme à la fière dignité de la Corse ».

L.A. : Oui ! A propos de l'intervention du garde des Sceaux, le moins qu'on puisse dire est qu'elle était très embarrassée. Nous enregistrons qu'il a parlé pour la première fois du « peuple corse ». Il a dit également que la lutte autonomiste n'était pas condamnable. Cependant, il s'est empressé d'y ajouter une interprétation erronée des nouveaux moyens de lutte qui ont été préconisés à Furiani. Quant au président de la République, nous venons de lui adresser une lettre ouverte qui précise nos analyses et nos revendications. Nous attendons sa réponse.

T.S. : Accepterez-vous de discuter le cas échéant avec lui ?

L.A. : Il est impossible de refuser de discuter avec le président de la République. Cela n'implique aucune espèce d'abandon de notre part.

T.S. : Votre démarche se veut essentiellement unitaire et s'effectue sur des bases politiques très larges. C'est ainsi que vous ne cessez de répéter que vous vous situez dans le cadre strict de la légalité, ce qui vous vaut d'ailleurs des attaques de plus en plus

violentes de la part du Front national de libération de la Corse (FNLC).

L.A. : Nous agissons effectivement dans la légalité ; cela implique pour nous le rejet, sauf cas de légitime défense, des actions illégales et clandestines. Tout le problème est de trouver des moyens de luttes légaux mais susceptibles de contourner, voire de faire sauter le mur dressé par l'Etat devant nos revendications.

En ce qui concerne le choix de nos méthodes de lutte, il faut rappeler que dans ce pays, les mentalités ne sont pas celles que l'on peut rencontrer dans l'ensemble français et ailleurs. Les Corses redoutent la violence. Et puis, ils ont toujours été colonisés à cause de leurs divisions. Ce que nous recherchons, c'est l'adhésion populaire. On peut certes supposer qu'une minorité agissante puisse susciter des changements par l'action révolutionnaire brutale. Ici, ce n'est pas possible ; pour deux raisons : d'abord parce que la population y est opposée ; et ensuite parce que toute tentative violente permettra à l'Etat d'écraser le mouvement de défense du peuple corse.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il réalise l'amalgame entre nous et les clandestins du FNLC. Le moindre attentat qui se terminerait dans le sang (a fortiori innocent) serait fatal à notre cause. Nous ne pouvons pas ne pas condamner cette violence même si les motivations patriotiques de leurs auteurs ne nous échappent pas. Nous sommes le seul mouvement véritablement populaire dans l'île et le seul que le pouvoir redoute.

T.S. : Présenterez-vous des candidats aux prochaines élections législatives ?

L.A. : Je ne peux pas répondre sur ce point car aucune décision n'a encore été prise. Seule une assemblée générale de militants pourrait en décider. Cela dit, il est faux de prétendre que la fraude électorale a été extirpée de nos mœurs politiques. Certes, la suppression du vote par correspondance a constitué un progrès. Mais il reste bien d'autres fraudes, à commencer par l'intolérable pression affective et matérielle du clan. S'il paraît évident qu'un jour nous serons obligés d'entrer dans l'arène, le faire maintenant serait tout simplement cautionner un système pourri.

qu'est-ce que le peuple corse ?

T.S. : Vous avez parlé tout à l'heure du recensement du peuple corse. Comment définissez-vous le peuple corse ?

L.A. : Nous entendons par là une communauté stable, une histoire propre, une langue, un territoire, une économie spécifique (en raison de l'insularité de la Corse) et une mentalité particulière. Les Corses de la « diaspora » ont dû abandonner leur communauté pour des raisons imposées par l'Etat français.

J'ajoute, pour que les choses soient claires, que nous avons bien spécifié que la « carte d'identité » dont j'ai parlé tout à l'heure n'avait rien à voir avec une adhésion au mouvement.

T.S. : Vous n'attendez plus grand chose de la droite qui a fait la preuve de son incapacité à apporter des solutions positives à vos problèmes. Vous ne semblez pas attendre non plus grand chose de la gauche, même si vous considérez la récente proposition de loi déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale par le Parti socialiste comme un pas en avant non négligeable.

L.A. : Le projet socialiste, c'est vrai, constitue en soi un pas en avant quoique son contenu politique, culturel et économique nous paraisse nettement insuffisant. Ce qui nous inquiète le plus, c'est que ce projet n'est pas accepté par les deux autres partenaires de l'Union de la gauche. C'est bien pourquoi nous ne voyons pas très bien comment il pourrait être mis en œuvre.

Nous souhaitons cependant qu'avant 1978, la gauche se mette d'accord sur un projet cohérent et unique qui permette de nous déterminer alors, après une étude sérieuse et objective.

des polices parallèles dans l'île

T.S. : Edmond Simeoni a fustigé à la tribune de Furiani la présence à la préfecture de fonctionnaires spécialement chargés de créer un climat d'insécurité dans l'île et notamment dans les rangs de vos militants en plastiquant leurs biens. A cette accusation, réitérée récemment dans un hebdomadaire de gauche (3), le préfet de région Yves Burgalat a apporté un démenti officiel. Qu'en est-il exactement ?

L.A. : Je dirai d'abord de ce démenti qu'il est bien tardif. Ce qui a été dit à Furiani l'avait déjà été au Préfet soi-même par Edmond Simeoni et Marcel Bartoli lors d'une entrevue qu'il leur avait accordée le 5 juin dernier à la préfecture d'Ajaccio. Depuis cette accusation a été répétée publiquement à de nombreuses reprises par le mouvement. Nous nous étonnons que le préfet ait attendu qu'elle ait eu une résonance nationale pour réagir par un démenti qui pour nous n'a aucune espèce de valeur. Bien au contraire, il couvre les agissements incriminés. Nous maintenons que des polices parallèles sont installées en Corse depuis l'automne 1975, c'est-à-dire depuis la nomination du préfet Riolacci, que leurs agissements sont uniquement dirigés contre les autonomistes et qu'ils visent à créer un affrontement entre Corses, affrontement qui serait fatal à notre cause. L'introduction de ces méthodes sur un territoire métropolitain démontre que la Corse est une véritable colonie.

T.S. : Comment voyez-vous l'avenir de l'UPC ?

L.A. : Nous pensons que la lutte va se durcir. L'Etat semble une nouvelle fois n'avoir rien compris. Les toutes récentes opérations répressives dans le Fiumorbo confirment que les pouvoirs publics veulent à tout prix s'en

prendre aux autonomistes. Finalement, on ne cherche pas à extirper la violence mais à liquider une opposition politique.

T.S. : Max Simeoni a fait une apparition éclair à Furiani. Att-il l'intention de sortir du maquis ?

L.A. : Le jour où il pensera que l'intérêt du mouvement et surtout celui de la cause du peuple corse exige qu'il se constitue prisonnier, il le fera.

Propos recueillis
par Michel ETIENNE ■

(1) N.D.L.R. : *Azzione per a rinascita corsa.*
(2) N.D.L.R. : cf. à ce sujet *Le piège d'Aléria du Dr Edmond Simeoni, éd. Jean-Claude Lattès, 213 pages.*
(3) *Le nouvel observateur, n° 667 du 22 au 28 août 1977.*



Photo AFP

et pourtant elle tourne...

11^e congrès du PC chinois la bande des trois :

« Qui aura qui ? »

Le 11^e congrès du PC chinois confirme l'impression que la page a été tournée que la référence à la pensée Mao-Tsé-toung est devenue purement formelle, que dans le mausolée sont ensevelies non seulement la dépouille de Mao mais aussi ses idées.

Ce n'est qu'une impression, puisque toutes les précautions ont été prises pour sauvegarder le secret des délibérations, ne divulguer que la partie officialisée des débats et décisions. Le PC chinois maintient le caractère occulte de sa vie intérieure, cache ses désaccords, refuse d'en informer le peuple, dont il se prétend pourtant le porte-parole.

« Il est grand temps que les communistes exposent, à la face du monde entier, leurs conceptions, leur but et leurs tendances » écrivait, en février 1848, Marx dans la préface du *Manifeste communiste*. Le PC chinois rétrograde de la conception d'un parti révolutionnaire qui proclame ses objectifs et ses méthodes, à celle d'une *conspiration* qui garde pour les seuls initiés le secret de son action, règle en vase clos ses luttes internes, réduit au silence les vaincus, leur attribue la responsabilité de ses échecs, les voue à la vindicte des foules.

On peut se demander ce qui vaut mieux : le filtrage serré, qui présente comme unanime l'opinion des vainqueurs, en escamotant le débat, ou le grand spectacle des congrès staliens où tout est ordonné, les orateurs désignés, leurs discours dictés, leurs applaudissements minutés.

Dans les deux cas, on est loin de l'élaboration démocratique et collective de la politique du parti. Les travailleurs sont mis devant le fait accompli, approuvent avec « enthousiasme » les décisions qu'ils ignorent, parfois, comme ce fut le cas de la « constitution brejnevienne » ou des résultats du 11^e congrès chinois.

Ainsi, les communistes se séparent des travailleurs, dont ils affirment défendre les intérêts ; puis, l'appareil du parti, détenteur du pouvoir, se sépare des communistes du rang, appelés à entériner a posteriori les décisions, à approuver aujourd'hui ce qu'ils réprouvaient la veille, à oublier jusqu'au nom des dirigeants tombés en disgrâce.

trahison... et ferveur

La rare et fade pitance qui nous est offerte à l'issue du congrès ne nous permet pas d'analyser les tendances qui s'y seraient affrontées, et, au-delà, les forces sociales qu'elles expriment. Car réduire le congrès au règlement des comptes avec la « bande des quatre » et à la répartition des postes au sommet de la hiérarchie, n'éclaire qu'en surface la situation.

Les successeurs de Mao ont conclu, avant de réunir le congrès, un laborieux compromis. Quel est son contenu exact, quelle part de l'héritage se proposent-ils de préserver ? On l'ignore ! La solution de continuité n'est cependant pas douteuse : une période est close : celle de Mao, inspirateur plutôt que chef de la révolution. Plus on trahira sa pensée et plus

on s'en réclamera avec une feinte ferveur. Plus on s'éloignera du maoïsme et plus on l'érigera en religion d'Etat, qu'on célèbre d'autant plus qu'on ne la respecte pas.

L'analogie entre la mort de Mao et celle de Staline n'est pas valable. C'est avec la situation créée en URSS à la mort de Lénine qu'il faut comparer ce qui se passe en Chine. En tenant compte bien entendu des différences, qui sont considérables. Mao, comme Lénine, a essayé de réagir contre la sclérose des institutions, briser ou, au moins, desserrer le carcan bureaucratique étouffant la nouvelle société. L'un et l'autre ont échoué parce qu'ils avaient reculé devant la rupture au sein de l'appareil, devant la relance de la révolution.

Culturelle ou politique, cette révolution devait, pour réussir, mobiliser les masses, les engager dans la lutte pour une nouvelle phase de l'édification socialiste. Les moyens qu'ils avaient proposés n'étaient pas à la dimension de la tâche qu'ils assignaient aux partis et aux peuples. Une révolution victorieuse fige plus ou moins vite ses structures, brise sans pitié ceux qui auraient voulu dépasser l'existant, aller au-delà de l'acquis...

« Peu importe la couleur du chat... »

Lénine est mort inquiet pour la réussite de son œuvre. Nous ignorons les dernières pensées de Mao. Il ne nous reste qu'à examiner les maigres données de ces « assises post-maoïstes », celles dont nous disposons. La primauté du politique sur l'économique est tacitement répudiée. L'héritage de Mao s'efface devant celui de Tchou. « Peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il chasse bien les souris », a dit Teng Hsiao-ping. La théorie n'est qu'apparence.

L'efficacité, le rendement, le profit font passer la technologie avant l'idéologie, la machine et l'arme avant l'homme. Il s'agit de produire vite et bien ; et pour cela, il ne suffit pas de recourir aux pressions idéologiques ou aux récompenses collectives. On ouvre la porte aux *stimulants matériels individuels*. Déjà, le stakhanovisme se profile à l'horizon !

Vivre mieux, différencier les rémunérations selon l'effort et le mérite : telle est la devise des maîtres actuels de Pékin. L'égalitarisme a vécu.

Faire de la Chine une grande puissance industrielle à la fin du XX^e siècle : telle a été la consigne suprême de Tchou-En-Lai. Ses successeurs sont décidés à s'y conformer. Ils reprennent sur un autre plan la pensée de Mao, attribuant à la Chine le



Photo DF

Mao : « une ferveur suspecte ».

rôle de leader du tiers monde. La compétition avec l'URSS pour le leadership du tiers monde éclipse l'antagonisme avec les USA. Les ambitions mondiales des Chinois heurtent de plein fouet « l'hégémonisme » soviétique.

D'où leur disposition à conclure des alliances avec « la pire réaction » pour contenir l'expansion de l'URSS aussi bien en Europe qu'en Asie et en Afrique. Quelle que soit l'évolution idéologique des dirigeants de Pékin, la rivalité entre les deux grandes puissances

La bande des trois : de gauche à droite, Hua Kuo feng, Ye Chien ying et Teng Hsia ping.



communistes dans l'arène mondiale explique l'échec discret des tentatives de conciliation entreprises par Moscou et considérées par Pékin comme une nouvelle menace de satellisation.

tournant et retournement

Sauf en politique étrangère, le tournant est d'une telle ampleur qu'il prend l'allure d'un retournement. L'accueil chaleureux réservé par Pékin à Tito ne fait que le confirmer. Certes, Tito s'est démarqué publiquement de la théorie chinoise d'une guerre mondiale inévitable. Mais les relations entre les deux Etats ont été consolidées, en attendant celles entre les deux partis. La théorie commune des « trois mondes » ayant servi de terrain d'entente.

Le refroidissement des relations soviéto-yougoslaves, remarqué lors de la visite de Tito à Moscou a encouragé les Chinois à se rapprocher de ce « révisionniste », initiateur du rassemblement des pays non alignés, partisan de la dissolution des blocs militaires. La réaction rageuse des Albanais, diffusant en plein Pékin un pamphlet anti-Tito montre que le dernier refuge du maoïsme orthodoxe se trouve désormais à Tirana.

Ceux qui ont transmis sur la Chine de Mao le culte voué à l'URSS de Staline ont été une fois encore trompés et déçus. Il n'y a pas de modèle universel du socialisme. Chaque peuple doit se frayer son chemin en tenant compte à la fois des données générales, de la spécificité du terrain et des conditions concrètes d'action.

Comme le capitalisme idéal, conçu par les précurseurs de la « grande révolution française » s'est différenciée en se dépouillant rapidement de ses oripeaux idéologiques, le socialisme « existant » s'est à son tour diversifié, a pris plusieurs formes et structures sans résoudre pour autant, à son stade actuel de développement, les problèmes cruciaux de la concorde entre la liberté et l'égalité, autrement dit de sa finalité.

La situation est bien tenue en main par les deux hommes désignés par Mao et Tchou pour assurer la succession : Hua Kuo feng et Teng Hsia ping. Il est vrai qu'un vieux maréchal fait partie de la « troïka », qu'il a joué en apparence un rôle important dans la préparation et le déroulement du congrès, qu'il peut faire pencher la balance en faveur de l'un ou de l'autre de ses coéquipiers. Mais au-delà des personnes, il importe de situer les forces sociales qu'elles représentent.

C'est avec la plus extrême prudence que des analogies avec l'URSS post-léninienne peuvent être établies. Car les différences sont notables. Le prolétariat soviétique était relativement plus nombreux et plus aguerri que le prolétariat chinois. Le poids spécifique de la paysannerie chinoise était plus grand, son rôle dans la révolution et dans la guerre civile déterminant.

Enfin l'armée n'a joué qu'un rôle très effacé dans la lutte pour la succession en URSS. Elle n'a pas pu protéger son fondateur et chef, Trotski, contre les assauts de l'appareil du parti. En Chine, son influence paraît considérable, tant lors de la révolu-

tion culturelle que lors de l'élimination de la « bande des quatre ».

la troïka de Pékin

Lénine aimait les formules lapidaires. L'une des plus célèbres est « Kto kavo ? » (« qui aura qui ? »). C'est la question qui se pose à propos de cette « troïka » hétérogène où un maréchal de 80 ans symbolise la présence de l'armée, où Hua semble représenter l'appareil du parti et de la police, Teng celui de l'économie et de l'armée.

Nous savons à quel point un tel classement est approximatif, voire arbitraire, à quel point des mutations brusques peuvent aboutir à des ruptures inattendues. Notre dessein est

de souligner le caractère instable de la coalition issue du 11^e congrès et la probabilité d'une différenciation des affrontements ultérieurs.

Les forces sociales et les appareils qui les représentent tant bien que mal ont subi un traumatisme profond, consécutif à la mort de Mao et de Tchou. Toute l'armature institutionnelle et idéologique du régime a été ébranlée. D'où la nécessité d'une période d'accalmie pour rétablir l'équilibre perdu.

Quand il faudra préciser les projets, fixer les objectifs concrets, choisir les moyens de leur réalisation, différentes options s'opposeront, porteuses d'intérêts différents. Les forces sociales en présence n'ont pas encore trouvé leur expression politi-

que adéquate. Malgré la volonté délibérée de stabiliser les institutions, la Chine est entrée dans une période de mouvance.

Entre les porte-parole de la paysannerie, du prolétariat, de la bureaucratie et de la technocratie, civile et militaire, des clivages vont apparaître, des alliances se faire et se défaire, avant que la Chine trouve et consolide un équilibre nouveau.

L'avenir de la révolution chinoise sera déterminé par la capacité des ouvriers et des paysans de briser ou à tout le moins, de limiter la toute puissance des appareils coalisés, sortis victorieux de la lutte pour la succession.

Victor FAY ■

Libye : huit ans après



Photo Frilet

Il y a tout juste huit ans, le 1^{er} septembre 1969, un groupe « d'officiers libres », à la tête duquel se trouvait le jeune colonel Kadhafi — il n'avait pas alors la trentaine —, s'emparait du pouvoir, à l'issue d'un putsch mûrement préparé pendant des années. La République arabe libyenne succédait à la monarchie du vieux roi Idris.

Aujourd'hui, sur la place des Martyrs, près du port, l'homme qui presque deux heures durant, en présence d'importantes délégations étrangères (1), célèbre le huitième anniversaire de « la révolution du Fateh » n'a en rien renoncé aux objectifs ambitieux qu'il s'était fixé lors de son accession aux affaires de l'Etat. C'est en tout cas ce qui est pleinement apparu à la tribune, il y a quelques jours, quand avec la passion qui le caractérise, le « bédouin de Syrte » fustigeait ceux qui compromettent gravement « l'unité arabe » — entendez le président Sadate —, ou ceux — le même et quelques autres —, qui s'enlisent vis-à-vis du problème palestinien dans des compromis qui prennent, toujours selon le leader libyen, des allures de compromission.

L'ardeur de cet impétueux et intransigent apôtre de la cause

arabe n'est d'ailleurs pas moindre dès lors qu'il s'agit pour lui de dynamiser le processus de mobilisation populaire qui doit faire à ses yeux de la Libye « une seconde démocratie athénienne ».

C'est à la fin du mois de février dernier, en effet, que, à l'issue de la session extraordinaire du Congrès général du peuple, à Sebha, dans la province du Fezzan, à quelques six cents kilomètres de Tripoli, la République arabe libyenne a changé de nom. Pour prendre celui de « Jamahiriyya arabe libyenne populaire et socialiste »; formule certes un peu longue, mais qui postule à terme le « passage à une organisation politique différente des formes traditionnelles de la démocratie parlementaire ». Le mot de « Jamahiriyya » d'ailleurs, néologisme intraduisible en français, est destiné à souligner

aux yeux des dirigeants de Tripoli leur volonté de promouvoir « l'avènement des masses ».

La nouvelle Constitution stipule également que le Coran est érigé en « loi de société » et, aspect tout aussi fondamental, que le « pouvoir populaire direct est la base du régime politique et que seul le peuple est détenteur du pouvoir qu'il assume par l'intermédiaire des congrès populaires, des comités populaires, des syndicats, des organisations professionnelles, enfin du congrès général du peuple ».

C'est dans ce contexte institutionnel que se développe aujourd'hui à travers tout le pays un vaste mouvement dont les difficultés, inhérentes à une société en pleine mutation, ne parviennent pas à estomper la profonde originalité.

J.S. ■

(1) La délégation du PSU présente aux cérémonies marquant le huitième anniversaire de « la révolution du 1^{er} septembre » était conduite par Victor Leduc, secrétaire national du PSU, accompagné de Pierre Régnier, membre du Bureau national.

les armes de la critique

cinéma : cet obscur objet du désir l'amour obscène

A 77 ans, Luis Bunuel récidive dans la plaisanterie gênante. *Cet obscur objet du désir* fait diablement rire, mais d'un rire grinçant. C'est que Bunuel en a marre. Marre d'un monde codifié où le billet de banque a remplacé l'amour fou. Aujourd'hui, l'amour paraît vulgaire, le sentiment nigaud. Seul le sexe est sauvé. Mais Bunuel contre-attaque : avec un film obscène puisque sentimental. Dans un monde qui exalte le marché de la fesse, le sentiment, c'est un peu le drapeau noir des anarchistes et c'est en son nom que Bunuel prend les armes.

Adapté plus que librement d'un médiocre roman de Pierre Louys (*La femme et le pantin*), le 32^e film de Luis Bunuel conte, à un premier degré de lecture qu'il feint de ne jamais dépasser, la course folle du quinquagénaire Mattéo (Fernando Rey) après une jeune vierge aguichante, mais d'une vertu inattaquable, Conchita.

Bunuel a l'habitude de traiter les romans dont il s'inspire par dessus la virgule. Il prend donc les intentions de P. Louys à contre-pied : point de

peinture douloureuse d'un homme déchu, humilié par une garce façon *Ange bleu*. Mattéo, c'est le bourgeois qui peut tout acheter et qui le sait ; Conchita, c'est la femme interdite ; celle qui offre le non monnayable : une parcelle de chair non cotée en bourse et qui, de ce fait devient l'unique et dernier objet du désir... Car ici, même si elle se moque de son séducteur, c'est Conchita la victime ; humiliée par le désir de l'homme : « Tu ne m'aimes pas, dit-elle à Mattéo, tu



Photo DR

aimes seulement ce que je te refuse de moi ». Premier clin d'œil : Conchita défend sa vertu moins par moralisme vieux siècle que par désir de ne pas « appartenir » ; de ne pas devenir un objet entre les mains d'un possédant. Ce qu'elle veut ? Etre tout simplement. Simplement ? Non, car malgré tout, le fric de Mattéo l'intéresse bigrement.

Conchita a deux visages. Froide et délicate, c'est Carole Bouquet ; sensuelle et presque vulgaire, c'est Angela Molina. Pôle nord et pôle sud d'un éternel féminin rebattu ? Facettes contradictoires de toute personnalités ? Simple délire ? Mais pourquoi chercher à comprendre ? Et s'il y avait vraiment deux femmes, hein ? L'aveuglement de Mattéo ne rendrait que plus évident son mépris de l'autre et son obsession d'un sexe interdit qui n'a pas de visage...

parole double

Luis Bunuel s'amuse. Et cherche à nous perdre. Le cartésianisme à la française ? Connaît pas ! Et chaque

personnage du film est à la fois positif et négatif, chargé de véhiculer un double discours : la mère de Conchita patauge dans les bénitiers et joue les entremetteuses ; Mattéo et Conchita sont à la fois émouvants et exaspérants... A nous qui prenons un malin plaisir à cataloguer les hommes, à les répertoire, à jouer avec les notions de *bons* et de *méchants* Bunuel, l'Espagnol, réplique que rien n'est aussi simple. Point de manichéisme à la petite semaine.

Le manège de la femme barricadée dans d'innombrables corsets façon grand-mère sado-masochiste et du pantin obsédé, Luis Bunuel l'inscrit au cœur de notre époque et de la bourgeoisie. Deuxième clin d'œil : ce décalage temporel n'est pas gratuit. Il flanque de joyeux coups de pied dans le derrière d'un réalisme simplificateur auquel le cinéaste ne s'est jamais fié. Pourtant la mise en scène dévastatrice du dynamitero d'autrefois s'est assagie. Bunuel a changé. Choquer pour choquer ne suffit pas et l'arsenal surréaliste qui ponctue le récit inscrit l'absurde et le hasard dans la trame du quotidien plus pudiquement sans doute que dans les œuvres antérieures. Une souris prise au piège, une mouche noyée dans un verre, un sac à patates lourd de mystères : l'irruption de l'étrange dans le récit ne renvoie pas à quelque symbolisme livré aux exégètes. Bunuel préfère déraiper dans l'irrationnel que donner les règles d'une explication de texte.

à la dynamite !

Ainsi de ces attentats absurdes qui secouent la trame romanéscue. Car ça pète de partout. Le GAREJ (Groupe armé révolutionnaire de l'Enfant Jésus) est là pour tout faire sauter, rappelant par sa liberté l'acte gratuit de Benjamin Péret, que Bunuel avait déjà illustré avec le tueur à la carabine du *Fantôme de la liberté*. Cette violence non contrôlée, c'est un peu le typhon qui va tout nettoyer ; l'Ange exterminateur de 1977. Et Bunuel de faire table rase de ce qu'il a mis en scène. Après avoir égratigné les fameux « piliers » de la société — la famille, l'Eglise (la radio annonce qu'un ecclésiastique, victime d'un attentat, nageotte entre la vie et la mort — il convient de tout foutre en l'air. Que Mattéo découvre le secret du sac de toile — une dentelle ensanglantée, symbole du désir assouvi — et il disparaîtra avec sa compagne sous l'éclat d'une bombe. Saine colère que ce septième sceau des temps modernes, venu châtier les excès d'un monde débilissime. Le grand rire tonitruant de Bunuel annonce que, demain, l'amour devra trouver un autre code de langage, un autre système d'expression... ou bien se défaire de toute structure et se vivre en pure anarchie.

F.G. ■

Fabian GASTELLIER ■

théâtre : souvenirs d'Avignon

les mots-révolvers de Marc Favreau



Photo DR

Le festival d'Avignon 1977 n'aura pas été un grand cru. A part deux ou trois spectacles dont *l'Arrivante* de Viviane Théophili-dès et Anne-Marie Lazarini sur un texte poétique de Hélène Cixous, par grand chose à sauver. Ou, plutôt, si : une rencontre imprévue avec un remarquable comédien.

Marc Favreau est né au Québec en 1929, pleine année du Krach (mais il assure n'y être pour rien). Seul en scène, le manteau généreux d'où sortent plein d'objets hétéroclites, le pantalon rapiécé d'un clochard vieillissant, le chapeau d'un ancien troubadour et le visage maquillé d'un clown, Favreau compose une sorte de one-man show de deux heures. Son personnage, Sol, est un Jean de la Lune légèrement attardé et totalement illettré. Sol, seul, solitaire, va et vient sur la scène, perdu dans un monologue surréaliste. Sol n'a peut-être rien à foutre sur terre, mais il est important qu'il y soit. Parce qu'il témoigne. Il est un abandonné qui regarde le monde devenir fou.

Pour dire cette folie, Marc Favreau tord le cou aux mots, aux phrases, à la syntaxe. D'un geste sec, il envoie balader la sainte grammaire et se sert du vocabulaire comme d'une pâte malléable : « Les patrons, dit-il, fument beaucoup et tout seuls. Ce sont des *mégocentriques* ». De ce délire verbal qu'il adresse à une flûte qu'il a sortie de sa poche (« Tu as l'air enchantée », lui dit-il), Favreau tire d'hilarants néologismes et réussit, en démontant le mécanisme du langage,

à mieux faire sentir le ridicule de tout ce qui nous entoure.

Duo d'amour entre les mots et les objets. Sol-Favreau dénonce l'Ordre (« Les Dictaphones à la voix nazil-larde »), l'école (« J'ai pas été à l'école, car elle était secondaire, alors... »), la Culture enfermée dans des « Muselings où les gardiens gardent sans regarder », et se plaint avec une fausse légèreté des gouvernements qui nous entourent. Tirant de son manteau une pomme, il la baptise globe terrestre et se lamente : « Ceux d'en haut sont heureux, ce sont les Etats-Unis ; ceux d'en bas n'ont que leur fierté, c'est le fier monde ! ». Il jette volontiers un coup de griffes aux affaires politiques : « Les politiques se reçoivent dans de grandes déceptions mondaines... l'Amnésique du Nord (USA) et la Répudique qu'a des soucis réalistes (URSS) n'aiment pas boire du vin : on leur laisse toujours la bière froide. »

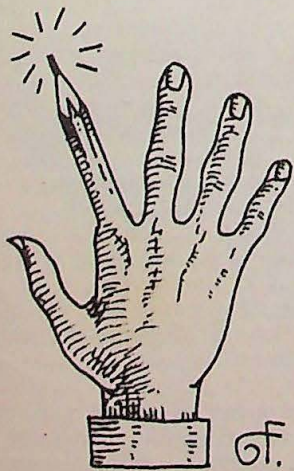
Favreau a bien compris que l'humour est une arme dévastatrice. Derrière ce langage saisi par la débauche, se cache un regard aigu sur notre monde actuel.

socialisme et barbarie...

Planète socialiste, collectif n° 2, Yverdon, éd. Kesselring, 1977. Valentin 92, 1400 Yverdon (Suisse), 256 p., 28 F., coll. « Ici et maintenant ».

Jean Sarawak, *Les nouveaux barbares*, Paris, éd. de l'Athador, 23, rue Vaneau, 75007 Paris, 143 p., 30 F.

Que faites-vous quand vous ne faites rien? Pas la Révolution j'espère? Avec *Planète socialiste* onze écrivains français de la SF vous racontent en direct l'après-révolution. Par conséquent, vous pouvez rouler vos banderoles, remettre vos étendards, planquer vos cocktails, chanter l'Ave Maria au lieu de l'Internationale et faire la sieste à l'ombre de la statue de Lénine. Désormais « on se la coule douce, on parle aux fleurs et aux légumes et on fume des joints ». Depuis qu'on en parle... Tout cela est faux. Vrai et faux. Michel Jeury, qui présente les textes réunis dans ce volume, lequel fait suite à *Ciel lourd, béton froid* (cf. TS n° 744), indique le projet de la seconde livraison de la collection dirigée par notre collaborateur Bernard Blanc. Soit la règle du jeu suivante : « la révolution (ou n'importe quoi de ce genre) a eu lieu sur la plus grande partie de la planète; le socialisme est désormais établi partout ou presque. Faites-nous rire ou pleurer sur ce thème ». Certains riront, d'autres pas. Voici que la science-fiction — enfin une certaine SF —, quitte les pantoufles de l'exotisme turlututu et des pataquès oniriques et pointe son nez dans des régions réservées aux stratèges de la géopolitique et de l'économie de mar-



chés. Diantre... Ces jeunes gens ne se contenteraient-ils donc pas du socialisme de grand-papa? Voudraient-ils par hasard réconcilier la politique et le projet utopie? Et guerroyer avec un certain nombre de

certitudes historiques dont une certaine gôdôche, par l'odeur de 78 alléchée, a d'autant plus de mal à se défaire? Décidément les écrivains ne sont plus ce qu'ils étaient. Même les prix littéraires ne suffisent plus à calmer leur impertinence. Il paraît même que Michel Jeury va, la prochaine fois, nous expliquer comment faire « pousser des oranges sur les sapins de Noël ». Nous, c'est ce qu'on voudrait.

Jean Sarawak, lui, fait cavalier seul. Classique, Sarawak. Sobre. Chez lui la révolution est à faire (chez les précédents aussi notez bien, puisqu'elle est toujours à faire). Ce que l'auteur baptise roman peut se lire, en

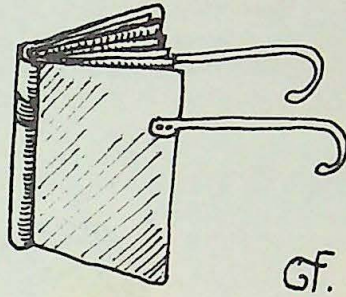


fait, comme une suite de petites nouvelles. Nouvelliste, d'ailleurs, c'est un peu le métier de l'auteur. Donc dix-neuf chapitres. Deux personnages : Jeff et Andy. Le premier fait l'expérience des premières manifs — coups de gueule sur la place des Arts (« Nous voulons respirer sans masque », « l'oxygène est à nous », « pour une déclaration nouvelle des droits de l'homme et de la libre respiration »), gaz hilarants; le second, fonctionnaire attaché à la « Direction de l'incitation à la consommation » est dans le système, comme on dit. Les chapitres Jeff alternent avec ceux de Andy. Nous sommes en 2012. La technocroissance galopante fabrique de la gabegie et des chômeurs, lire n'est même plus un luxe réservé aux riches, la société politico-policière crée les Réserves dont elle a besoin pour se protéger des anti-corps qu'elle a elle-même secrétés. Dès lors, le « vieux crocodile » qui avait recueilli avec scepticisme le jeune Jeff dans sa voiture à la fin de la manif, au tout début du roman, n'a plus de choix qu'entre ruser avec le système ou rejoindre le jeune contestataire « chez les singes ». Il partira donc en Ardèche.

J.S. ■

un livre pour agir

La CFDT a donné un exemple en présentant l'ouvrage rédigé par ses militants de diverses fédérations : *Les dégâts du progrès : les travailleurs face au changement technique* (1). Cet ouvrage n'est pas une réflexion de pseudo-« intellectuel collectif ».



C'est le produit d'un travail collectif d'analyse : rapports élaborés en commun puis soumis à une assemblée de militants, et revus en fonction de la discussion. On y trouvera de quoi s'instruire, et même discuter. D'abord deux documents sur les formes pratiques de l'automatisation du travail dans la chimie et dans les PTT, et dans le papier. Ensuite des rapports « sur le tertiaire face aux techniques » dans la banque et les assurances, l'informatique. Des exemples détaillés concernent la métallurgie, les PTT, l'agriculture forestière, la Régie Renault. Une partie essentielle concerne « la restructuration industrielle et la division du travail » (nucléaire, télécommunications, le livre, bâtiment et travaux publics). Suivent des remarques étendues sur la qualification et l'enseignement des techniques, ainsi que sur la relation des temps de travail avec le progrès technique.

On voit la richesse de cet ensemble : un véritable arsenal d'arguments précis en faveur de l'autogestion. Comme le dit E. Maire dans l'introduction : « si des forces politiques se réclamant du socialisme accèdent bientôt au pouvoir, elles se trouveront en face de ce formidable facteur de rigidité qu'est l'héritage technologique. Si ces forces ne sont pas d'ores et déjà sensibilisées, mobilisées sur cet enjeu, nous en resterons, au mieux, au socialisme de distribution, hiérarchique et productiviste. La lutte pour le changement de normes, de modèle culturel, doit être développée dès aujourd'hui pour que l'espoir du sidérurgiste ou de l'employé de banque de voir changer son travail, donc sa vie, ne se transforme pas en amertume ».

A lire toutes ces analyses détaillées et chiffrées, résultant d'une expérience concrète, on s'aperçoit clairement qu'il ne suffira pas d'améliorer les niveaux relatifs de salaire et les conditions d'hygiène et de sécurité pour transformer les conditions de travail. Il faudra tout autant envisager un raccourcissement absolu du temps de travail et organiser l'intervention ouvrière directe dans les processus de travail. Susciter cette initiative,

c'est œuvrer pour un vrai socialisme autogestionnaire. Attention à la propagande bourgeoise des loisirs et de la culture ! Tout cela dépend d'un renversement des conditions du travail dans les nouvelles techniques. Cette publication de la CFDT montre en détail quelles sont les difficultés pratiques qu'il faut affronter maintenant, et il faut souhaiter que chacun la lise soigneusement. Cela sera plus utile que les proclamations « idéologiques » qui ne changent rien aux choses.

P.N. ■

(1) *Le Seuil*, 1977, 318 p., F%

les mots croisés de TS

Problème n° 29

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| I | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | |

Horizontalement :

I. Bons esprits. II. Le plumage plus le ramage; fait un travail plein de correction. III. Doublée : on l'aime bien !; repasser au four. IV. Lieu de grève; des lettres du Sahel; on s'assoit dessus ! V. Deux milliards d'hommes; un homme à fables. VI. Grecque inversée. VII. Un type qui nous cherche ! VIII. Vieille cité; un « adieu » gascon. IX. Mise de côté. X. Sans connaissances.

Verticalement :

1. Caractères des « I horizontal ». 2. Que de soucis !; de bas en haut; peut rendre cuit. 3. Cuisait il y a des siècles; pas drôle quand il est triste; en soie. 4. L'ordre et la hiérarchie. 5. Parcelles; une bretonne. 6. Où le plan Barre met les travailleurs; égalisa. 7. Blason; où on fait du lard. 8. Respectait peu les Conventions. 9. Plutôt sucrées ! 10. Fiat Lux, hélas ■

Solution n° 28

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| I | C | A | R | N | A | S | S | I | E | R |
| II | A | N | A | B | I | S | A | S | A | |
| III | T | O | R | N | A | R | T | S | | |
| IV | A | N | A | E | U | P | A | | | |
| V | R | | L | O | E | S | S | M | N | |
| VI | A | C | | S | A | I | S | I | E | |
| VII | C | H | O | | G | | O | N | T | |
| VIII | T | O | | | | | | | | |
| IX | E | S | | | | | | | | |
| X | S | E | V | E | R | E | S | S | | |

courrier des lecteurs

Groucho est mort : ils ont ressuscité Elvis

On l'appelait le «King». Fiche signalétique : né en 1935 ; inventeur du rock ; profession : star. En 1960, il quitte la scène pour le cinéma, de grands navets commerciaux qui font recette. Le rock est né, Elvis est mort. Les fans ont grandi et se sont rangés. Elvis aussi. Celui qui faisait peur et honte à la bonne bourgeoisie avec son déhanchement provocateur est devenu une valeur nationale. La légende se forme : il ne fume pas, il ne boit pas, il ne se drogue pas, il a fait son service militaire, il ne parle pas de la guerre au Viêt-nam, il n'est donc pas communiste. L'Amérique est rassurée. Jimmy Carter peut déclarer que sa mort «prive le pays d'une partie de lui-même», que sa musique et sa personnalité ont radicalement changé l'aspect de la culture populaire américaine, symbole de la vitalité, de l'esprit, de la rébellion et de la bonne humeur du pays ».

l'homme-objet

Monroë était la femme-objet. Elvis Presley sera l'homme-objet, comme coca-cola la bouteille-objet ou la soupe Campbell la boîte-objet dans une société où l'objet est dieu. Presley représentant les Etats-Unis, sa dépouille sera exposée au public, défilés et vols de charters seront organisés, les disquaires ont le sourire... dans quinze ans, le commerce Presley sera toujours florissant. Voilà Elvis ressuscité !

Non loin de là, un petit homme aux grosses moustaches cachées par un gros cigare, sort par la petite porte pour avoir fait rire. Avec Groucho Marx, le cinéma burlesque américain perd l'un de ses plus grands comiques.

Né d'une famille très pauvre dans les taudis de Manhattan en 1890. On rêve de l'Amérique, on y débarque et on y crèvera plus tard dans les camps de concentration pour travail à la journée ou dans les bidonvilles avec vue sur la richesse des capitalistes. Ici, comme en 1935, on rêve d'en sortir. La mère des Marx les pousse. La chance se joue sur les planches : premier spectacle en 1905 ; ils attendront vingt ans le succès, qui survient en 1924, à Broadway, capitale de l'art dramatique. Une conviction, qui sera à la base de tous leurs films : « La loi et l'ordre sont pour la société le moyen de maintenir les pauvres à leur place et l'argent est le moyen de s'en sortir » (Harpo Marx). Une cible : la bourgeoisie américaine des palaces. Une amitié : celle des Marx Brothers, et des opprimés de toute race.

humour et rébellion

Vingt ans de cinéma, de la crise à l'après-guerre, de 1929 à 1949, de la blague tarte-à-la-crème aux grands

classiques du comique : *Monnaie de singe* (1931), *La soupe au canard* (1933), *Une nuit à l'Opéra* (1935), *Un jour au cirque* (1939), *Panique à l'hôtel* (1938). En 1949, ils se séparent. Ils resteront les Marx Brothers, ne connaîtront pas le cinémascope et chacun suivra sa voie : Groucho Marx, celle de comique à la télévision, avec ses lettres pertinentes aux

grands de ce monde, ses mots d'humour, l'humour « yiddish » auquel Mel Brooks et Woody Allen, qui en sont les héritiers, rendront hommage...

Aujourd'hui l'Amérique l'enterme mais sans grande pompe, sans défilé ni déclaration. Groucho n'a pas changé l'aspect de la culture populaire, il était la culture populaire. Et il ne pouvait pas être la bonne humeur

du pays puisqu'il était la rébellion contre une Amérique, celle du capitalisme et du Mac cartisme.

Gilles MARSAUCHE ■

le Larzac à bloc

Le PCF boudait, le PS nageait dans l'ambiguïté, la CFDT voulait pas charger la CGT qui boycottait, l'OCT voulait tout contrôler, les non-violents voulaient que ça se tienne peinard, le PSU essayait à la fois d'être efficace et discret, la presse à grand tirage faisait du papier, le pouvoir en place contre informait à tour de bras...

Et pourtant, nous écrit notre camarade Jean Fortier (qui a prononcé, pour le comité millavois, l'allocution de clôture), le rassemblement des 13 et 14 août au Larzac a été un magnifique succès : militant, responsable, autodiscipliné, pas emmerdant pour deux sous et politique en plus. Grâce à qui ?

Grâce aux paysans d'abord. Qui avaient clairement posé leurs conditions, défini les objectifs, fixé les limites aux éventuelles fantaisies des uns et des autres : d'accord pour un nouveau grand rassemblement national au Larzac ; mais attention : tout pour le Larzac, rien que pour le Larzac ; pas de Larzac-prétexte ! Pas d'exhibitionnisme ! Non qu'ils nient la dimension politique de leur lutte ; ni qu'ils excluent la diversité des positions, au contraire. Mais ils ne veulent pas se mettre au garde-à-vous devant un parti quel qu'il soit.

Grâce au Comité millavois de défense du Larzac aussi. Pour lui, il urgeait de regonfler la mobilisation locale quelque peu déprimée par le dépérissement économique local, par l'exode rural, par les bisbilles PC-PS, par le sentiment que droite au pouvoir et gauche postulante ne sont pas prêtes à se mouiller dans une aventure politique dont elles ne pourraient, ni l'une, ni l'autre, s'assurer le contrôle — législatives d'abord ! Et l'on voulait aussi, au Comité millavois, poser, au-delà du cas des seuls paysans, les problèmes de l'aménagement du territoire, des luttes anti-nucléaires, du contrôle populaire, du droit de vivre au pays.

Grâce enfin à tous ceux qui ont su respecter la règle du jeu fixée par les principaux intéressés dans ces grandes migrations de l'été qui les ont balladés de Nogent en Malville, de Malville en Naussac, de Naussac en Larzac...

En prouvant la vitalité d'un rapport de forces construit jour après jour depuis six ans, le rassemblement du Larzac a montré aussi le dynamisme d'un courant qui, pour être divers, pour ne pas s'inscrire dans les logiques de la gauche classique et pour ne pas miser sur les élections seulement, ne s'en révèle pas moins comme un courant porteur de changement profond. ■



ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 130 F (1 an) ; 70 F (6 mois).